

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

numéro 255
15 décembre 1987

HAITI
Elections
macoutes

CHILI
Les femmes
contre
la dictature

YOUGOSLAVIE
Vague de grèves
sur fond de crise



LIBAN
La grève générale

12FF-4 FS-85 FB



Guerre du Golfe
carnage et pétrodollars

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 255 DU 14 DECEMBRE 1987

- 3 HAITI
Elections macoutes
Arthur MAHON
- 5 YOUGOSLAVIE
La vague de grèves s'amplifie
Michèle LEE
- 6 Nouvelle étape de la crise
Michèle LEE
- 10 - Editorial de Mladina
- 11 - Lettre de 70 intellectuels slovènes
(Documents)
- 12 CHILI
Les femmes contre la dictature
Marta Fuentes
- 17 LIBAN
La grève générale
Interview de Zafer militant du GCR
- 19 MOYEN-ORIENT
L'impérialisme et la guerre du Golfe
Salah JABER



- 27 EL SALVADOR : Trois dirigeants FDR rentrent au Salvador ;
SUEDE : Congrès national de la section suédoise ;
URSS : Déclaration finale de la rencontre des Clubs indépendants ;
AFRIQUE DU SUD : Vers une direction féminine ? ;
NAMIBIE : Mutinerie de soldats namibiens.

ATTENTION-ATTENTION

Depuis deux numéros, nous sommes donc repassés à **28 pages**. Mais hélas, nous vous rappelons que nos tarifs augmenteront de façon modeste à compter du **premier janvier 1988**. Nous ne vous redirons pas que tout augmente, vous le savez aussi bien que nous. Par contre, nous pouvons préciser qu'INPRECOR n'a pas augmenté lui, depuis plus de trois ans, un véritable record !

Les tarifs seront les suivants :

- Prix de vente à l'unité : **15 francs**
- Abonnement tous pays voie de surface :
140 francs pour six mois ; 280 ff pour un an
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient) : **155 francs pour six mois ; 310 ff pour un an**
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 ff pour un an
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois, 390 ff pour un an
- Pli fermé :
France : **200 francs six mois, 405 ff un an**
Autre pays (voie de surface) : **215 francs pour six mois, 430 francs pour un an**

Et bien sûr, rien ne vous empêche de reconduire votre abonnement avant le 31 décembre 1987, au tarif 87, même s'il n'échoit qu'en 1988. Vous ferez une petite économie et nous aurons une avance trésorerie ce qui n'est jamais négligeable en ces temps de krach !

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.
Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF. Pli fermé : France : 375 FF.
Tous les autres pays
(par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

Les élections macoutes

LE 29 NOVEMBRE, jour des élections générales, les duvaliéristes et l'armée ont agi avec une violence et une force qui ont stupéfié beaucoup de gens. Le massacre le plus meurtrier eut lieu dans un bureau de vote de Port-au-Prince. Le commando, composé de militaires habillés en civil, avait semble-t-il, choisi à dessein ce bureau à cause du grand nombre de journalistes étrangers qui s'y trouvaient. Il s'agissait pour les tueurs de frapper l'opinion, d'affirmer leur détermination à la face du monde entier. Des attaques se sont déroulées dans tout le pays. Les habitants du village de Verrettes ont dû se réfugier dans la montagne tandis que l'armée tirait sur le presbytère à coups de mitrailleuse lourde.

Arthur MAHON

LES REACTIONS internationales ne se sont pas fait attendre. Les Etats-Unis ont coupé leur aide économique et militaire. Mais ils semblent rechercher un modus vivendi avec les militaires au pouvoir qui ont déjà annoncé que de nouvelles élections seraient organisées, sous leur contrôle. Cependant, des députés démocrates demandent l'envoi d'une "force inter-américaine de paix". Ottawa et Bonn se disent également partisans de la constitution, dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU), d'une "force chargée d'assurer la sécurité et la liberté lors des prochaines élections". Déjà au mois de septembre, Arthur Schlesinger, ancien conseiller de John Fitzgerald Kennedy, osait proposer "une mission de sauvetage internationale" et "une forme de tutelle internationale désintéressée (sic)".

Organisation de l'autodéfense

En Haïti même, la situation très complexe, va sans doute connaître beaucoup de rebondissements. Un facteur déterminant va être l'évolution de la combativité des masses.

Les événements de la semaine précédant les élections ont montré qu'au moins dans la capitale, le mouvement de masse avait beaucoup mûri depuis les mobilisations de cet été. Après l'incendie criminel d'un marché populaire de Port-au-Prince, plusieurs quartiers décidèrent de prendre eux-mêmes en charge leur protection. Dans certains d'entre-eux, des milliers de personnes ont été associées aux tâches d'autodéfense. Il s'agit là d'une expérience considérable qui peut permettre à la gauche haïtienne de poser en termes nouveaux le problème de la violence.

L'armée a aussitôt interdit la formation de ces brigades de défense. Elle a fait chèrement payer au quartier de Carrefour-Feuilles le rôle exemplaire qu'il a joué dans ce mouvement d'autodéfense. Le 26 novembre, 46 habitants de ce quartier furent massacrés à Fort Dimanche et d'autres exécutions auraient eu lieu le lendemain. La semaine suivante, l'armée procéda à de nouvelles arrestations dans le même quartier.

Pour leur part, loin de suivre une orientation en faveur de l'auto-organisation et de l'autodéfense, les dirigeants réformistes ont expliqué pendant des mois que la solution à tous les problèmes passait par les élections du 29 novembre. S'ajoutant aux effets des actions terroristes et des échecs passés, les conséquences de cette politique risquent de peser lourd.

"Arracher le manioc et rendre la terre blanche", c'est-à-dire extirper le Conseil national du gouvernement (CNG) jusqu'à ce qu'il n'en reste rien, tel était le mot d'ordre lancé par l'évêque de Jérémie, Mgr Romélus, en juin 1987. Mais grèves et manifestations ne suffirent pas à faire partir le CNG. Bénéficiant du soutien de l'impérialisme, le fusil bien en mains, le CNG tint tête à ses adversaires.

Il avait en face de lui un mouvement puissant mais désarmé et peu structuré, que ses prétendus "coordinateurs" du groupe des "57 organisations" s'étaient contentés de canaliser. Au début septembre, Mgr Romélus formula un nouveau slogan : "arracher le manioc" par les élections. Ainsi étaient exaucés les vœux du Conseil électoral provisoire (CEP) qui avait lancé un vibrant appel pour que les Haïtiens prennent le chemin des urnes. "Partons, peuple du pays haïtien, la liberté dans la conscience, la détermination au cœur, la carte électorale en main, vers la conquête paisible de notre seule raison de

vivre : déraciner à tout jamais la dictature..." lançait-il au début du mois de septembre. Allait-il être entendu ? Le 5 septembre, le journal *Le Matin* constatait encore : "Le mépris de la population pour le CEP est manifeste" et déplorait sa "solitude dangereuse". Et le 10 septembre, il diagnostiquait : "Maintenant, seule une mobilisation des organisations démocratiques pourra modifier la position du peuple", encore hostile à des élections tenues sous le règne du CNG.

Sans analyser les raisons de l'échec de la première "opération manioc", les organisations petites-bourgeoises se rallièrent les unes après les autres au nouveau slogan de Mgr Romélus et à l'étendard du CEP. Après l'assassinat d'un des candidats à l'élection présidentielle, elles avaient pourtant conclu, avec réalisme, à l'impossibilité de tenir des élections tant que le CNG serait en place.

Faire céder le CNG par le bulletin de vote

Participer ou non aux élections n'était pas pour elles une simple question tactique. Leur objectif avoué était bien que le CNG cède la place sous une pluie de bulletins de vote. Pour rendre cette perspective crédible, encore fallait-il présenter le CNG sous un nouveau jour. Ainsi, le 17 septembre, le Front national de concertation, constitué par le "groupe des 57", la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) et quelques autres associations, proposait-il un "pacte de sécurité" au CNG. Les dirigeants de ce Front qui voilà peu, traitaient le CNG de "junte fasciste" lui demandaient maintenant de manifester "sa volonté d'instaurer dans le pays un climat de paix et de sécurité". Ils laissaient croire qu'il pourrait, comme ils le lui demandaient, désarmer les macoutes, mettre fin aux actions répressives exécutées par des groupes militaires ou paramilitaires, garantir ainsi la sécurité des candidats afin "d'encourager le peuple à participer aux élections", toutes les leçons des massacres de cet été étaient-elles oubliées ? Le CNG avait démontré que le texte de la Constitution n'était pour lui qu'un chiffon de papier.

Qu'importe, "nous avons aujourd'hui", affirmait une déclaration du Front, "une arme capitale : la Constitution de 1987." Avant et pendant la campagne électorale, enlèvements et assassinats n'ont pour ainsi dire pas cessé. Leur but, terroriser la population. Ces actions s'inscrivaient dans la lignée des massacres perpétrés dans les bidonvilles et lors de manifestations cet été.

Leurs auteurs, des commandos composés de militaires et de tontons macoutes, se livraient parallèlement à des cambriolages. Le propre chauffeur du général Namphy trouva la mort lors de ces activités nocturnes : il fut exécuté par les habitants d'un village où il s'appretait à commettre des méfaits. Comment mettre ces commandos hors d'état de nuire ? Comment extirper complètement les racines du duvaliérisme ? Et que faire de l'armée ?

Ces problèmes fondamentaux, aucun candidat ne les aborda sérieusement. Et lorsqu'à nouveau, l'un d'eux, Yves Vovel, fut assassiné par des policiers en civil, devant le quartier général des Recherches criminelles, la riposte fut très timide. Expliquer qu'il était impossible d'aller à la démocratie avec l'armée actuelle eût été reconnaître pour les candidats à l'élection présidentielle, qu'ils seraient prisonniers des généraux s'ils étaient victorieux. C'était admettre que toutes leurs belles promesses sur la réforme agraire ou la défense des droits de l'Homme n'étaient que paroles au vent.

"Revoir" le rôle de l'armée

Le juriste Gérard Gourgue, candidat du Front national de concertation assurait qu'"un grand souffle de démocratie" pénétrerait l'armée, du simple soldat jusqu'au gradé le plus haut. René Théodore, candidat du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) qui, pourtant, affirmait que les problèmes du pays ne pouvaient pas être résolus par un simple bulletin de vote, ne préconisait guère plus que la "soumission au Parlement d'un projet de règlement relatif aux forces armées qui met en évidence leur mission constitutionnellement établie, qui élimine désormais la notion d'ennemi intérieur", qui met l'accent sur le sens de l'honneur, établit le respect de la dignité du militaire dès le premier jour de son recrutement".

Faute d'alternative, les Haïtiens ont pris au mot le slogan "arracher le manioc par les élections". Ils seront nombreux à se présenter aux bureaux de vote le 29 novembre. Et lorsque le CEP aura annulé le scrutin trois heures après son ouverture, la désorientation et le sentiment de se trouver dans une impasse seront très grands. Les dirigeants politiques et les Eglises ont trompés les Haïtiens comme ils l'avaient fait au mois de mars lors du référendum sur la Constitution. Ils les avaient trompés sur son contenu. Elle avait été vendue comme "libérale" et même "populaire". Notons simplement que tout candidat aux élections présidentielles doit être "propriétaire d'un immeuble" et que "les militaires ne peuvent être l'objet d'aucune révocation, mise en disponibilité, à la réforme, à la retraite anticipée qu'avec son consentement". René Théodore et Mgr Roméus furent les premiers à tromper les Haïtiens sur le sens du référendum. L'adoption de la Constitution devait, selon les dirigeants réformistes, permettre que la page du duvaliérisme soit définitivement tournée. Dès le lendemain du référendum, des militaires intervenaient contre des paysans qui avaient envahi des terres appartenant à une congrégation canadienne, faisant plusieurs victimes. Leurs officiers se réclamèrent de l'article de la nouvelle Constitution qui prévoit la défense de la propriété privée. Et, au mois de juin, c'est également au nom d'un article de la Constitution concernant le domaine d'activité des syndicats, que le CNG a interdit la CATH.

Sans doute la bourgeoisie haïtienne a-

t-elle surestimé ses forces lorsque fut introduit, au dernier moment, un article 291, selon lequel sont exclus pour dix ans de toute charge publique, plusieurs catégories de personnes, notamment celles "notoirement connues pour avoir été par leur excès de zèle artisans de la dictature et de son maintien durant les vingt neuf dernières années". Cet article était une bombe à retardement qui allait éclater le 2 novembre. Ce jour-là, le CEP publia la liste des candidats à l'élection présidentielle qui avaient surmonté l'épreuve de "l'article 291". Sur 35 candidats déclarés, 12 d'entre eux, barons du duvaliérisme avaient été éliminés par le CEP. Des anciens collaborateurs de la dictature, tels les ex-ministres et secrétaires d'Etat Marc Bazin, Hubert de Ronceray et Lamartinière Honorat, restaient en piste. Par contre, les figures les plus sinistres du duvaliérisme étaient éjectées de la course électorale. L'ancien général Claude Raymond déclarait alors : "Nous avons la force derrière nous, nous l'emporterons coûte que coûte". Le soir même, le local du CEP était incendié au lance-flammes. Les jours suivants, bureaux électoraux, sièges de partis, résidences de candidats sont attaqués. La capitale vit sous le couvre-feu de fait à partir de 21 heures et on parle chaque jour de coup d'Etat.

Ce que l'on a appelé "le secteur démocratique" avait largement sous-estimé la force des duvaliéristes et leur place au sein de l'armée. ils possèdent une assise importante au sein des administrations et parmi les notables de la campagne, notamment parmi les chefs de garnison. Les bataillons tactiques des casernes Dessalines sont entièrement acquis à leur chef, Jean-Claude Paul. Dur parmi les durs, celui-ci, est lié aux réseaux internationaux de la drogue. Son épouse a d'ailleurs été arrêtée à Miami et lui-même est recherché par la justice nord-américaine. il est très hostile aux Etats-Unis et a menacé de faire fusiller Marc Bazin, le candidat qu'ils soutiennent dans l'élection présidentielle. Ses bataillons, comme celui de Fort Dimanche, ont intégré nombre de tontons macoutes dans leurs rangs depuis le 7 février 1986, et ils ont joué un rôle clé dans toutes les actions de répression qui ont été menées cet été et depuis, que ce soit à Port-au-Prince ou en province. Avec le département des Recherches criminelles, ils ont fourni une grande partie, pour ne pas dire l'essentiel, des commandos qui ont agi ces derniers mois.

Un même projet

Au mois de juillet, il fallut des heures de discussion pour que les officiers de ce secteur signent le document par lequel l'armée réitérait son soutien au CNG. Cependant, non seulement celui-ci les laisse faire, mais il couvre entièrement leurs activités. Car ils partagent fondamentalement le même projet, porter un coup d'arrêt au mouvement de masse. Ils estiment que pour atteindre cet objectif, l'alliance de l'armée et des duvaliéristes est indispensable et que, par contre, la

bourgeoisie traditionnelle ne possède pas les ressources internes nécessaires. les Etats-Unis n'ont pas réussi à construire en Haïti une force à même de porter ses projets politiques et économiques, alors que les duvaliéristes plongent leurs racines au sein de la société haïtienne et constituent une grande partie de son encadrement.

Considérant à tort, que les duvaliéristes n'étaient qu'un résidu du passé, le "secteur démocratique" s'est mépris sur le sens des actions menées après que le CEP ait éliminé leurs candidats. Elles furent perçues comme le dernier soubresaut d'un mouvement condamné à mort par la marche de l'Histoire.

Durant la semaine précédant les élections, après la publication des candidats admis pour les élections législatives et sénatoriales, les attaques redoublèrent d'intensité. Pourtant les membres du CEP et les dirigeants du "secteur démocratique" préféraient se boucher les yeux et les oreilles et affirmer leur certitude que les tontons macoutes reculeraient devant la masse des deux millions d'Haïtiens inscrits sur les listes électorales. "Nous ne pouvons pas laisser une petite poignée de gens empêcher que les élections ne se fassent. Alors à bon entendeur salut !" affirmait le président du CEP, tandis que Mgr Roméus adjurait les tontons macoutes : "Cherchez plutôt à faire ce qui est bien, ce qui est beau, faites-vous petits, changez votre comportement, faites-vous oublier, ce sera meilleur pour vous".

Les prérogatives de Namphy

Les dirigeants réformistes refusaient d'entendre lorsque les duvaliéristes disaient "sans nous, les élections n'auront pas lieu" et parlaient même de guerre civile. Ils refusaient de voir ce qui se passait au sein de l'armée. Le nombre de généraux, de 2 passait à 5, et devait prochainement être porté à 16, ce qui permettrait au tandem Namphy-Regala, grâce à des centaines de promotions en cascade, de verrouiller leur contrôle sur l'armée. Parallèlement, les soldes étaient considérablement augmentées. Et le 6 novembre, le général Namphy, s'arrogeant les attributions d'un président de la République, s'auto-désignait "commandant en chef des forces armées d'Haïti". Il rappelait qu'en conséquence, aux termes de la Constitution, il en serait le chef effectif, et le président, seulement le chef nominal. Presque personne ne dénonça ce véritable coup de force.

En fait, à ce moment là, les dirigeants du Front de concertation nationale n'étaient pas seulement dans l'avenir, ils étaient quasiment euphoriques. Car ils étaient persuadés que Gérard Gourgue, allait remporter les élections, peut-être même dès le premier tour. Ils ne comprenaient pas que ce facteur allait justement balayer les dernières hésitations qui pouvaient encore exister au sein de l'armée. ■

5 décembre 1987

La vague de grèves s'amplifie

LA GRAVE CRISE économique, sociale et politique que traverse la Yougoslavie depuis plusieurs années, s'est considérablement aggravée au cours des derniers mois.

Michèle LEE

LE 17 NOVEMBRE, les sidérurgistes macédoniens ont fait dans les rues de leur capitale, Skopje, la plus grande démonstration de colère ouvrière qu'on ait vu dans cette République depuis la dernière guerre. Ils avaient été informés, la veille, par le conseil ouvrier que leurs salaires allaient être réduits car l'entreprise enregistrait des pertes (ceci en accord avec la loi fédérale sur les entreprises non rentables). Au lieu d'élire une délégation pour exprimer leur mécontentement auprès de la direction, comme on leur avait suggéré de le faire, ils sont allés manifester devant les bâtiments officiels de la municipalité et du gouvernement fédéral. Les chiffres varient entre 3 000 et 10 000 manifestants, car des ouvriers de la verrerie locale et des employés municipaux ont rejoint le cortège, ainsi d'ailleurs que des travailleurs d'un grand nombre d'autres entreprises et beaucoup d'habitants de Skopje. La manifestation était conduite par les ouvriers des hauts-fourneaux, récemment fermés, laissant 1 500 hommes en attente de reconversion.

Lancer de fruits et légumes

Les sidérurgistes de Skopje expliquent qu'ils ne sont pas responsables du déficit de leur entreprise : la récente décision du gouvernement d'augmenter les prix des produits de la sidérurgie de 60% (alors que l'inflation est d'environ 180%), tout en augmentant le prix de l'électricité de 69% (1), devant entraîner la fermeture de l'entreprise et priver 12 000 ouvriers d'emploi. Ils voulaient que le gouvernement fédéral autorise l'augmentation du prix de l'acier jusqu'à 113% et les salaires des ouvriers directement impliqués dans la production, de 100%. Ils criaient : "Nous voulons un salaire, pas la charité"; "Ceux qui vivent sur notre travail, doivent partager notre destin!"; "A bas le mouvement!"; "Dehors les dirigeants incompetents" et ils réclamaient aussi la démission de la direction de l'entreprise.

Après bien des hésitations les présidents du comité local du parti et du conseil

municipal apparurent à la porte, mais, en l'absence de sonorisation, la discussion engagée avec les premiers rangs de la manifestation ne fit qu'augmenter les protestations et les cris. Les manifestants réclamaient un équipement de haut-parleurs permettant à tous de participer à la discussion et ils commencèrent à envoyer des fruits et légumes pourris à la tête des autorités. Deux heures plus tard, une sonorisation adéquate ayant été installée, un débat public s'instaura et les manifestants refusèrent de se disperser, même à la nuit tombée, d'avoir obtenu les revendications. Le gouvernement de Macédoine tint une session extraordinaire et les revendications furent en partie satisfaites : les salaires seraient réajustés sur la moyenne nationale de ceux de l'industrie, les bas revenus verraient leur salaire doubler et la valeur du point de travail serait augmentée de 50%. C'est alors seulement que la place se vida. Les ouvriers se plaignirent à la presse du manque d'auto-gestion, des hauts salaires des fonctionnaires et de leur bas niveau de vie à eux.

Deux jours après, ce sont les ouvriers de l'aluminium qui manifestèrent dans les rues de Skopje; venant de l'entreprise Alumina ils criaient au passage devant les bâtiments officiels qu'ils n'étaient pas responsables de l'état de leur entreprise, que c'était la direction, les dirigeants de la commune et le gouvernement fédéral actuel. Ils demandaient également que leur entreprise soit assainie financièrement et leurs salaires doublés, et ils obtinrent largement gain de cause.

Le 22 novembre, les travailleurs de la raffinerie de pétrole, de la laiterie industrielle, de la verrerie et de l'entreprise de bois locales, de même que les électriciens, se mirent en grève, mais comme ils sont restés dans leur entreprise ont fait peu de choses de leurs revendications.

Dans une autre ville de Macédoine, 2 500 ouvriers du complexe mine-centrale thermique de Bitola ont refusé leur salaire d'octobre car la direction avait trahi l'accord conclu : en dépit d'une production accrue, les salaires avaient baissé. Une commission a été mise sur pied pour examiner leurs revendications.

Intimider les travailleurs

Mais l'agitation sociale n'est pas limitée à la Macédoine. Le 20 novembre, des mineurs de la commune de Tuzla, en Bosnie, se sont mis en grève. Deux puits,

employant 3 200 travailleurs sont concernés. Les demandes portent sur une hausse de 100% des salaires, 5 tonnes de charbon gratuit par an, et la même paye pour les mineurs en incapacité de travail. Au bout de cinq jours la grève continuait toujours, la direction n'ayant accordé que 30% d'augmentation. Les grévistes quittèrent la mine, arrêtaient les cars amenant les nouvelles équipes et les jaunes potentiels, et leur demandèrent de les rejoindre. Les commentaires des bureaucrates locaux vont bon train : "Ce n'est pas une action sociale, mais une action ennemie. Cela n'a rien à voir avec l'auto-gestion", etc. Selon *Politika* du 25 novembre, la direction menace de fermer les puits si la grève continue.

Les exemples d'intimidation des travailleurs par les autorités se multiplient, comme avec la menace de fermeture d'Agrokomerc (voir ci-dessous). Le ministre bosniaque de l'agriculture ayant, dit-on, déclaré que les travailleurs étaient eux aussi à blâmer pour la faillite scandaleuse de leur entreprise.

La vindicte bureaucratique à l'encontre des ouvriers qui font grève est particulièrement claire dans le cas des mineurs de Labin en Croatie. Les travailleurs de surface du puits Ripinda qui ont été à l'origine de l'éclatement de la grève avaient, à l'époque, dénoncé les mauvais investissements; un des résultats de leur action fut cependant la fermeture de ce puits, comme non rentable et la mise à pied de 320 mineurs toujours en attente d'un transfert, car la direction prend ainsi sa revanche sur les dirigeants de la grève.

Le chômage accru

C'est ainsi que Ahmed Kavgic fut immédiatement suspendu de son poste à la fin de la grève et l'un des directeurs a déclaré à NIN : "Pourquoi employer ce fauteur de trouble plutôt que quelqu'un qui descend quand on le lui dit?" Kavgic n'est même pas à même de se plaindre au conseil ouvrier ou au tribunal du travail de son licenciement illégal. Les mineurs de Labin exténués après deux mois de grève et qui craignent à présent le licenciement, sont incapables de tenir une autre grève dans le proche avenir, même pour protéger des ouvriers menacés.

Le chômage, c'est-à-dire la politique de fermeture des entreprises "non rentables" (1,5 million de travailleurs seraient menacés) est une arme puissante contre les travailleurs en général et contre les militants en particulier. La Jadranska Zeljezara, entreprise sidérurgique près du port de Split (Croatie), a été fermée, uniquement dans le but d'exclure des ouvriers qui avaient organisé des grèves et des assemblées. Elle a récemment été réouverte, sous un autre nom, mais 400 ouvriers restent sur le sable.

1) Le lait, la farine, l'huile, le sucre ont augmenté pour leur part, de 50%. L'inflation pourrait atteindre 220% l'an prochain. Le gouvernement vient d'opérer une dévaluation de 25% du dinar qui s'échangeait contre 20 dollars, en 1980, et contre 1 300 aujourd'hui.

Ces récents événements montrent qu'il s'agit d'un réel mouvement de grève qui va prendre ampleur et vigueur. Mais si les travailleurs tirent de nouvelles leçons de cette phase de guerre de classe ouverte contre la bureaucratie, cette dernière apprend aussi. En fait c'est une guerre d'usure dans laquelle les victoires d'aujourd'hui ne peuvent que trop facilement devenir les défaites de demain. Les travailleurs devront donc apprendre de nouvelles techniques et de nouvelles formes d'auto-organisation : leur faiblesse d'aujourd'hui réside dans leur incapacité à créer des structures plus permanentes, capable de veiller à l'application des accords ou de consolider les gains de l'action commune.

L'économie et l'appareil politique décentralisée de la Yougoslavie sont un obstacle réel à un type d'intégration verticale/horizontale des branches d'industrie, sur le modèle polonais. Il faut trouver des formes d'organisation et des types d'actions plus appropriés au système yougoslave.

Contrôler les entreprises et les villes

Le plus vraisemblable, c'est que les travailleurs devront créer leurs propres conseils ouvriers et assemblées locales d'Etat, c'est-à-dire à gagner simultanément le contrôle sur les entreprises et les organes d'administration locaux, en étendant leur activité à toute la région qui entoure leur entreprise.

Un des problèmes majeurs est celui de l'intelligentsia qui montre très peu d'intérêt pour les luttes souvent désespérées menées par les ouvriers, tournée qu'elle est vers la perspective de libéralisation du marché. Les travailleurs devront donc, pour l'instant, agir seuls, jusqu'à ce qu'ils puissent au moins prendre le contrôle d'une grande ville industrielle et la diriger eux-mêmes. Alors seulement l'attitude de myopes des intellectuels pourra changer.

Aujourd'hui les travailleurs bénéficient d'une presse relativement ouverte qui fait connaître leur grève, avec souvent une grande sympathie, les empêchant d'être immédiatement étouffés par les organes locaux de répression. Ils sont donc grandement intéressés par la lutte actuelle qui se livrent dans le parti entre les libéraux et les tenants d'une ligne dure, car, bien sûr, en dernier ressort, c'est le parti qui tient les médias. Formellement, le système yougoslave repose toujours sur l'alliance parti-travailleurs, et ses médias continueront à mettre en lumière le nombre croissant de points sur lesquels cette alliance ne fonctionne plus, pourvu que les "durs" ne réussissent pas à les empêcher. ■

4 décembre 1987

YOUgoslavIE

Nouvelle étape de la crise

1987 RESTERA dans les mémoires comme l'année qui a révélé si crûment le caractère structurel de la crise du système que tout espoir de solution partielle aux maux dont souffre le pays a été enterré pour de bon.

Michèle LEE

LES DEBATS sur la distribution du pouvoir entre les républiques et les régions autonomes qui se sont déroulés au cours des années précédentes, pour préparer d'éventuelles modifications de la Constitution de 1974, n'ont pas réussi à masquer le véritable problème : la légitimité gravement érodée de l'appareil du parti/Etat aux yeux de la population dans son ensemble, et surtout à ceux de la classe ouvrière (1).

La grève de Labin

La presse yougoslave a mis ce problème en lumière, en particulier, par la couverture détaillée de la grève des mineurs de Labin, d'avril dernier, dans le nord-ouest de la Croatie (voir article précédent). Les mineurs ont bravé un barrage concerté d'hostilité de la part de l'encadrement, du syndicat et des fonctionnaires du parti/Etat au niveau régional, se débattant pour continuer à procurer à leur famille les biens de première nécessité (des tentatives des mineurs slovènes d'organiser une collecte pour leur venir en aide, ont été bloquées).

Abandonnés par leur propre conseil ouvrier, les mineurs de Labin ont démontré que l'auto-organisation, la discipline et la solidarité pouvaient empêcher qu'une solution hâtive ne soit imposée aux dépens des travailleurs.

La longueur même de la grève et l'unanimité de l'attitude des organismes officiels (malgré la couverture de presse largement favorable au mouvement, les reporters ayant été visiblement choqués par les conditions de vie et de travail supportées par les mineurs et par le gouffre existant entre les mineurs et les bureaucrates locaux) attira l'attention sur l'incapacité du système existant d'autogestion à représenter et défendre les intérêts de ses propres autogestionnaires. Le système s'est trouvé remis en cause à tous les niveaux : le pouvoir des travailleurs concernant leurs propres conditions de vie et de

travail; la politique d'investissement ; le contrôle par l'encadrement, les fonctionnaires et les organes du parti ou du syndicat.

A la lumière de cette grève, l'autogestion, toujours présentée comme exprimant l'essence socialiste de l'Etat yougoslave, est apparue, tout au contraire, comme un instrument d'exploitation des travailleurs. Cela ne veut pas dire, bien évidemment, qu'on ne puisse lui donner, un contenu différent.

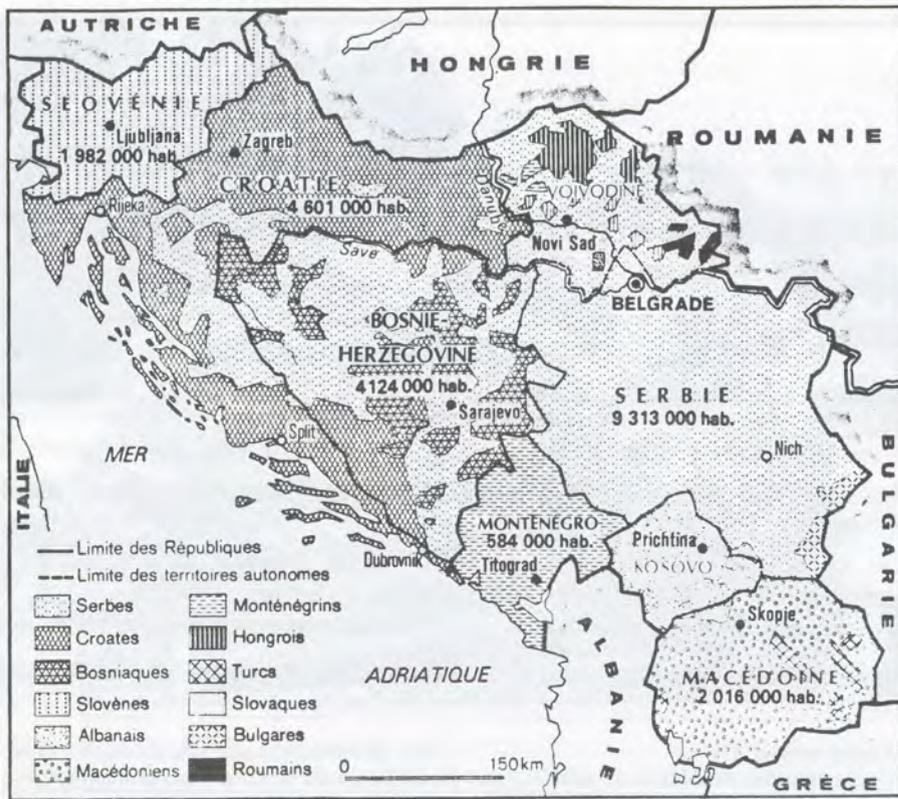
Mais dans une situation globale où l'accent est mis de façon croissante sur les droits du marché à déterminer le mode d'opération, et donc la viabilité, d'une entreprise, la question se pose automatiquement de savoir si les travailleurs, eux aussi, ne devraient pas être libres de déterminer le prix de leur force de travail sur le marché, par leur auto-organisation et en utilisant tous les moyens traditionnels de la lutte de classe (2).

Srdja Vrcan, sociologue de réputation nationale, l'a parfaitement exprimé : *"Je dois admettre que j'ai toujours eu des doutes sur l'idée qu'une véritable autogestion, qui devrait signifier plus que la totale autonomie de la gestion économique, pouvait s'harmoniser avec un système qui traite les travailleurs comme une force de travail salariée, comme une marchandise. Il me semble aujourd'hui (i.e après la grève), que le refus de reconnaître le statut des ouvriers comme force de travail s'est bien trop facilement traduit par la négation de leur droit d'influer de façon indépendante sur le prix de leur travail."*

Les mineurs de Labin ne se plaignaient pas seulement du niveau incroyablement bas de leurs salaires ou de la dureté de leurs conditions de vie et de travail, mais aussi de ce que les investissements récents effectués par le gouvernement de la République dans deux nouveaux puits avaient été largement payés de leur poche.

1) Les effectifs ouvriers de la LCY continuent à décliner. Le parti a perdu à Belgrade 4 389 membres l'an dernier, la plupart étant des ouvriers. Le taux auquel les ouvriers quittent le parti a triplé l'an dernier. Il y a aussi moins de paysans. De plus, l'organisation de jeunesse de Belgrade a enregistré une perte de 10 601 membres pendant la même période. (*Politika*, 15 octobre 1987). Il n'y a qu'en Macédoine, au Monténégro et au Kosovo que les effectifs du parti ont crû l'an dernier.

2) Depuis 1980, le nombre des grèves en Yougoslavie a doublé chaque année. Rien qu'au cours de l'année 1987, il y a eu plus de 900 grèves, impliquant 150 000 ouvriers. De plus en plus les grèves touchent les entreprises dans leur ensemble; bien que la plupart d'entre elles visent à obtenir des hausses de salaires, un nombre encore plus grand revendique le remplacement des directeurs et des fonctionnaires, et aborde des problèmes plus larges touchant à l'économie politique et au déclin du niveau de vie.



La République fédérative de Yougoslavie comprend six républiques fédérées : Slovincie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine, et deux régions autonomes : la Voïvodine, peuplée surtout de Yougoslaves d'origine hongroise, et le Kosovo, peuplé d'Albanais. Les deux régions autonomes se trouvent sur le territoire de la République serbe.

La répartition inégale de ce lourd fardeau fut enregistrée et largement répercutée par les médias, qui soulignèrent le contraste entre le confortable style de vie des fonctionnaires locaux et la pauvreté affreuse des ouvriers dont l'un d'eux a dit à un journaliste : "Je travaille dans un puits et je vis dans taudis". Beaucoup des mineurs de fond viennent en fait de Bosnie-Herzégovine et ne sont absolument pas intégrés dans la communauté locale, axée sur le tourisme, et où la vie est organisée de façon à tirer le plus gros profit possible de cet échange privilégié avec le riche Occident.

Les travailleurs n'ont aucune difficulté à calculer la différence entre leurs salaires et le prix atteint par le charbon sur le marché; mais aucun politicien n'est venu leur expliquer comment le bénéfice a été utilisé. Les prix de l'énergie sont un objet de conflit de plus en plus ouvert entre producteurs et consommateurs, et l'accord final est laissé à la puissante Chambre des républiques et des régions au sein de l'Assemblée fédérale. La grève a mis en évidence, de façon aiguë, la distance qui existe entre le gouvernement de la république et les hommes qui extraient le charbon eux-mêmes. Les mineurs ont d'ailleurs demandé à un membre du gouvernement fédéral de venir à Labin pour voir comment ils vivent.

En 1986, on a, en fait, autorisé une augmentation de tous les salaires, après quatre ans de baisse, cela étant dû à la tenue du XIIIe Congrès cette année-là. Cependant, en 1987, l'augmentation de l'inflation fut utilisée comme prétexte pour arracher une partie de cet avantage (c'est la dévalorisation de leurs postes de travail qui a été la cause immédiate de la grève des

mineurs de Labin) et le gouvernement fédéral imposa une réduction générale des salaires, sauf pour les administratifs. Dans tout le pays, les ouvriers de l'industrie ripostèrent par la grève, et le pays connut alors la vague de grève la plus étendue de son histoire d'après-guerre (Voir *Inprecor* numéro 239 du 30 mars 1987).

Le Parti briseur de grève

Les gouvernements, fédéral et républicain, choisirent de traiter les grèves comme de simples problèmes locaux de l'autogestion. A ce niveau, le total désengagement du parti fut particulièrement remarquable. En fait, dans le cas de la grève de Labin, le parti essaya tout simplement de la briser, en appelant à la reprise du travail, provoquant de nombreux commentaires amers sur le nouveau rôle du parti comme briseur de grève. Des menaces de licenciement des mineurs grévistes poussèrent la presse à citer Brecht : "puisque le peuple ne fait pas confiance au gouvernement, le peuple devrait être licencié".

Les mineurs bosniaques qui extraient le charbon en Croatie n'avaient pas l'impression que leur problème était lié à leur origine nationale, car ils savaient que la bureaucratie locale avait utilisé les mêmes méthodes pour briser la grève des dockers, en majorité croates, sur le port voisin de Rijeka, à la suite de quoi tous les dirigeants grévistes avaient été licenciés.

Les mineurs de Labin ont insisté sur la démocratie totale et la participation de tous à la direction de la grève pour essayer que cela ne leur arrive pas. De même, lors de la seconde vague de grèves qui s'est produite pendant l'été, les travail-

leurs Serbes et Albanais du Kosovo ont fait grève ensemble, démasquant ainsi la propagande mensongère, quotidiennement étalée, dans la presse de Belgrade sur le fossé supposé infranchissable créé par les tensions ethniques dans cette province autonome.

C'est la durée même de la grève de Labin qui a permis une couverture journalistique suffisamment dense pour donner au public yougoslave un aperçu de l'organisation du pouvoir au niveau local.

L'affaire De Vecvani

Un énorme scandale, mettant en cause les organes locaux de gouvernement est venu illustrer cet aspect des choses au début du mois d'août, dans le village macédonien de Vecvani, dans la commune de Struga.

La cause du conflit qui a éclaté dans ce village fut la décision des autorités communales d'utiliser le système d'adduction d'eau de Vecvani, installé par les efforts des villageois eux-mêmes, afin de fournir de l'eau à un lotissement de *datchas* nouvellement construites pour des bureaucrates de l'Etat de Macédoine. Inquiets à la perspective de risquer de manquer d'eau pour arroser leurs champs, les villageois organisèrent une véritable résistance civile et empêchèrent le passage des nouvelles conduites d'eau à travers leurs terres.

Les autorités répliquèrent en envoyant un escadron de la police anti-émeutes spécialement entraînée. Avec des chiens et munis d'aiguillons électriques destinés au bétail, les policiers attaquèrent les habitants, y compris de jeunes enfants dans les bras de leur mère. Plusieurs personnes se retrouvèrent à l'hôpital.

Au moment de l'installation des nouvelles conduites d'eau, les jeunes de Vecvani commencèrent une grève de la faim. Grâce à la presse des autres républiques, l'énormité de ce qui se passait là fut connue publiquement, et l'intervention d'un délégué slovène de l'Assemblée fédérale obligea le gouvernement central à prendre ses responsabilités.

En outre, des écrivains slovènes qui assistaient au festival annuel de poésie de Struga, utilisèrent cette tribune pour faire connaître leur vigoureuse condamnation des brutalités policières de Vecvani, ils furent rejoints dans ce mouvement par leurs homologues serbes. Mais l'absence totale d'une protestation comparable en Macédoine même, permit aux autorités locales de dépeindre la protestation des écrivains comme un pure et simple exemple d'"intolérance vis-à-vis de la nation macédonienne", venant justifier les accusations de nombreux intellectuels de gauche qui pensent que le principal pourvoyeur du nationalisme en Yougoslavie est la bureaucratie.

Dans une interview publiée par *Danas*, un hebdomadaire de Zagreb, Vladimir Milcin, l'un des plus appréciés parmi les jeunes directeurs de théâtre macédoniens a commenté le silence gardé par la plupart des intellectuels macédoniens, après



Du temps de Brejnev et Tito (DR)

l'attaque lancée par la police contre les habitants de Vevcani : "L'intelligentsia croit que la répression est dirigée contre des individus en particulier et qu'elle s'en tiendra là, mais la répression ne s'arrête jamais là, elle s'aggrave à la fois en terme du nombre de personnes visées et en terme d'éventail des mesures employées. Plus il y a silence et collaboration, plus son rythme s'accélère.

Le silence des intellectuels macédoniens dans le cas de Vevcani donne à l'establishment politique, à la bureaucratie, le droit d'utiliser de la même façon des mesures draconiennes contre toutes les formes de protestation, dans toutes les régions du pays... Cela a été si loin que les gens ont été jusqu'à faire des déclarations pour dire que personne n'avait été blessé, et que les femmes n'étaient allées à l'hôpital que pour se payer du bon temps. Les participants macédoniens au festival de poésie de Struga n'ont jamais même songé à le boycotter. Ils se sont tous alignés sur le mensonge officiel. Les membres de l'intelligentsia de Macédoine furent d'accord pour applaudir ceux qui mentaient, persistant dans leur idée que tout allait s'arrêter là ; qu'eux-mêmes ne seraient pas victimes de la répression.

"C'est terriblement important ce qui s'est passé à Vevcani. Ces événements ont surtout montré que la bureaucratie macédonienne peut impunément lever sa matraque sur le peuple macédonien. Les gens de Vevcani lui ont ôté le droit de parler au nom de la nation macédonienne. Nous sommes dans une situation telle que tout le monde essaie de sauver sa propre âme... Je veux dire que chacun d'entre nous doit trouver des réponses individuelles, bien que l'espace libre pour une telle expression soit assez étroit. Il nous reste donc la nécessité de prendre des risques en tant qu'individu, de réagir à titre personnel, ce qui est plus difficile et plus dangereux que de se faire entendre à travers une collectivité. Mais il semble bien qu'il n'y ait pas

d'autre moyen" (3).

Les paroles de Milcin ne reflètent pas seulement la pensée propre d'un intellectuel macédonien, elles expriment aussi le besoin général des intellectuels yougoslaves de transcender les bornes de leurs cultures nationales et de mettre un terme à la collaboration avec les bureaucraties républicaines et régionales qui essaient de présenter leurs intérêts particuliers comme des "intérêts nationaux".

Une nouvelle conscience

L'apparition d'une nouvelle conscience de solidarité yougoslave face à la menace commune de la réaction bureaucratique a été l'un des apports importants de cette année de troubles.

A cet égard, la réaction au conflit politique au sein du parti serbe, qui a éclaté au grand jour, d'une façon dramatique à la fin septembre, a été instructive. Fait sans précédent, Dragisa Pavlovic, à la tête du parti à Belgrade, la plus grosse organisation du parti du pays, avec un effectif de près d'un million de membres, a été destitué en une nuit. Cela s'est produit à la suite d'une discussion qu'il avait eue avec les éditeurs de journaux et de revues publiés par la maison d'édition Politika. Au cours de cette entrevue il avait critiqué le ton nationaliste présent dans plusieurs publications (entre autres, *Politika*, *Politika Ekspres*, *Duga* et *Intervju*) et avait souligné le danger représenté par le renforcement du nationalisme serbe.

Il existe des divergences entre les deux ailes du parti serbe, celle qui est dirigée par le Premier ministre de Serbie, Ivan Stambulic, à laquelle Pavlovic appartenait et dont l'organe principal, a été dans la période récente l'hebdomadaire *NIN*, et celle dirigée par le leader du parti serbe Slobodan Milosevic, dont le porte-parole au cours des derniers mois a été le quotidien *Politika*. Il est clair que le centre du débat est leur approche différente

des problèmes nationaux de la province autonome du Kosovo : ces problèmes doivent-ils, ou non, être traités avec la collaboration des dirigeants de la région du Kosovo ; au consensus ou avec des moyens plus drastiques, y compris en s'appuyant sur le nationalisme serbe ?

Le tirage des publications critiquées par Pavlovic, qui se sont de plus en plus spécialisées dans la dénonciation d'exemples supposés de nationalisme et d'irréductibilisme albanais (souvent sous la plume d'anciens membres de la police de l'ère Rankovic ministre de l'Intérieur limogé en 1965, et qui semblent être en possession de bien des dossiers secrets concernant le parti et l'administration), sont montés de façon vertigineuse, les transformant en instruments politiques puissants et indépendants de la ligne de conduite vis-à-vis du problème du Kosovo.

Violences anti-albanaises

Au début de septembre une jeune recrue albanaise Aziz Kelmendi est devenu fou furieux dans une caserne de la ville serbe de Paracin, tuant cinq de ses camarades de régiment (un Serbe, un Croate, deux Bosniaques musulmans et un Slovène), et blessant une douzaine d'autres personnes. La porte fut alors ouverte à une attaque démentielle de la part de secteurs de la presse de Belgrade contre la population albanaise dans son ensemble. Cette attaque déborda en violences concrètes (et semble-t-il, coordonnées par endroits) contre

3) *Danas*, 22 septembre 1987. Milcin aurait pu soulever la question de l'attitude de la république de Macédoine envers sa minorité albanaise. Dans une lettre à *Mladina*, du 9 septembre 1987, un certain nombre d'intellectuels albanais ont attiré l'attention sur les tentatives des autorités macédoniennes de réduire l'infrastructure éducative destinée à la population albanaise. Il semble que la commune de Struga s'est mise une fois de plus à "l'avant-garde". Dans les dernières années le nombre d'enfants albanais admis dans les écoles secondaires a décliné constamment, de même que le nombre d'enfants recevant un enseignement dans leur propre langue.

plusieurs villes de Serbie (des incidents semblables se sont également produits en Macédoine et au Monténégro). Un lien dangereux fut créé entre le nationalisme militant et l'idéologie de la "poigne de fer" associée à la période de Rankovic : la politique insensée du "non" systématique des autorités de cette époque est de plus en plus souvent opposée à la prétendue politique "douce" d'aujourd'hui à l'égard de la population albanaise du Kosovo. Le nationalisme serbe résurgit charrie donc dans son sillage le danger d'un glissement vers des méthodes politiques anti-démocratiques.

Il semble probable que les divergences entre les deux ailes du parti serbe vont en fait bien au-delà de la question du Kosovo.

Une économie précaire

Cependant, il est caractéristique du climat actuel que le Kosovo ait servi de prétexte pour établir ces divergences de vue. Car Pavlovic, en attirant l'attention sur le danger du nationalisme serbe n'a, en fait, rien dit qui soit contraire à la position déclarée du parti yougoslave. Quant aux méthodes utilisées pour le démettre ainsi qu'un certain nombre de ses partisans (y compris deux fonctionnaires à la tête de la maison d'éditions Politika) elles ont été ouvertement anti-démocratiques : à la fin d'un débat public de deux jours, le Comité central du parti de Serbie a voté les exclusions à une écrasante majorité, en pleine connaissance du fait que ce n'était là que la première étape d'une purge extensive. Il n'y a qu'une poignée de votes qui se sont prononcés contre, et un petit nombre de délégués, surtout des provinces, s'est abstenu.

En réalité Milosevic a obtenu sa victoire massive car il symbolisait la promesse d'une direction forte à un moment de difficultés économiques croissantes et d'agitation sociale. L'état précaire de l'économie en Serbie, dont on admet officiellement qu'elle est au bord de la faillite, a créé une peur des manifestations populaires dans une ville qui concentre un quart de l'industrie de la république. Milosevic n'a offert aucun programme de rechange pour résoudre le problème national au Kosovo, ou améliorer l'état précaire de l'économie serbe, il n'a rien offert d'autre que son insistance sur l'"unité" et le respect inconditionnel de l'autorité de la direction du parti. Il a aujourd'hui acquis la réputation d'être le chef de file des néo-staliniens du pays (un honneur autrefois convoité par le politicien croate Stipe Suvor).

Le gros de la presse yougoslave publiée dans le nord du pays a fait état de son inquiétude concernant les événements de Serbie avec une rare unanimité. L'hebdomadaire slovène des jeunes communistes, *Mladina* (4), a dénoncé le mariage très particulier de nationalisme et de néo-stalinisme qui apporta la victoire à Milosevic.

Avec des accents plus mesurés, l'hebdomadaire de Zagreb, *Danas*, a exprimé des inquiétudes similaires. A Belgrade, l'hebdomadaire *NIN*, qui a été l'un des pre-

miers dans la capitale à attirer l'attention sur l'importance croissante prise par les aspects inacceptables du nationalisme serbe, et dont les éditeurs seront, pour cette raison, bientôt licenciés, a, de même que *Danas*, fourni la meilleure couverture du nouveau cours du parti serbe.

Les dirigeants du parti d'autres républiques sont cependant restés, pour leur part, silencieux. Des remarques publiques auraient permis de briser la norme implicitement acceptée selon laquelle la politique au sein de chaque république est la prérogative des dirigeants locaux du parti.

Mais peut-être plus important, ils n'avaient rien à dire sur le problème clé : l'état de l'économie serbe, les conditions de vie du peuple et la peur des manifestations de masse dans la capitale. Leur silence même accuse le vide qui existe au centre de la vie politique du pays : le Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) et son "exécutif". L'autorité dont jouissait autrefois Tito (5) n'a jamais pu être transférée aux organes fédéraux du parti et on peut trouver là une des raisons principales du désarroi politique actuel que connaît le pays.

L'économie serbe n'est pas, bien sûr, la seule à se trouver dans un état critique. Récemment, la précarité globale de l'économie du pays tout entier a été massivement mise en lumière par l'affaire Agrokomerc.

La faillite d'Agrokomerc

L'entreprise Agrokomerc située à Velika Kladusa dans le nord-ouest de la Bosnie, était considérée, jusqu'au mois d'août 1987, comme l'une des entreprises les plus performantes du pays. Elle était passée d'une simple ferme d'élevage de poulets à une entreprise agro-industrielle employant 13 000 personnes.

Cependant, au mois d'août, il commença à apparaître qu'une grande partie de sa phénoménale expansion était due à l'émission, sur une large échelle, de billets à ordre sans valeur, ce qui a coûté 500 millions de dollars à ses créanciers abusés dans tout le pays. La montée et la chute d'Agrokomerc ne peuvent pas s'expliquer simplement en termes de crime économique, même si c'était ça aussi.

A beaucoup d'égards cela donne une image en miniature de la Yougoslavie, avec la combinaison de plusieurs éléments : manque de liquidités qui étouffe l'économie ; désir d'échapper à l'arriération et au sous-développement ; intégration des dirigeants du parti, des fonctionnaires d'Etat et des directeurs dans une forme de concentration du pouvoir spécifique au système yougoslave décentralisé ; réussite économique considérée comme un tremplin vers des postes publics prestigieux ; stalinisme local, au sens à la fois du contrôle total sur l'économie et les hommes et de la loyauté d'une population émergeant de son état d'arriération traditionnelle ; aussi bien qu'un certain degré de fierté nationale, dans ce cas précis liée à la nation musulmane bosniaque forte de deux millions de personnes.

L'un des résultats dramatiques de cette affaire a été la démission du vice-président fédéral Hamdija Pozderac, tactique de limitation des dégâts, dans la mesure où les hauts fonctionnaires de Bosnie-Herzégovine étaient tous concernés.

La barbarie

Les gros trous qui sont apparus dans le capital de beaucoup de banques et d'entreprises (dont certaines n'ont pas pu payer leurs employés en août ou septembre) ont causé la consternation dans tout le pays, et l'on a tenté de présenter Agrokomerc comme relevant de la seule responsabilité du gouvernement de la république de Bosnie.

Mais il est clair, en fait, que la responsabilité de ce scandale financier majeur de l'après-guerre repose sur l'ensemble de la classe politique yougoslave, car Agrokomerc s'est simplement conduit d'une façon qui était devenue la norme de fonctionnement pour l'ensemble du pays.

Fikret Abdic (directeur d'Agrokomerc) n'a commis qu'une seule erreur : il a trop présumé de ses forces. En d'autres termes, l'innovation de Fikret n'est pas nouvelle dans l'économie yougoslave : chaque fois que quelqu'un émet un faux billet à ordre, les fonctionnaires de la Commune, de la République ou de la Fédération, selon l'importance accordée à ce village accourent à son aide et couvrent les pertes. Cette fois-ci personne ne pouvait couvrir la dette, tout simplement parce c'est la Yougoslavie tout entière qu'Abdic avait gagée sur son billet à ordre. Qu'Agrokomerc ait été une mascarade mensongère était connu de tous. Ceux qui n'étaient pas au courant, c'est qu'ils ne voulaient pas l'être (6).

La faillite d'Agrokomerc dévoila une vérité fondamentale de la situation et de l'organisation économiques yougoslaves. Dans l'interview citée ci-dessus, Milcin parle de l'ouverture d'une période de barbarie. Pour la population de Velika Kladusa, la banqueroute d'Agrokomerc a amené la barbarie à sa porte.

Comme les créanciers cherchaient à se refaire de leurs pertes, c'est toute l'économie régionale qui s'est simplement éteinte. Les coffres des banques locales étant vides, ce sont les 13 000 ouvriers d'Agrokomerc, ainsi que bien d'autres dans la région, qui n'ont pu être payés. Les boutiques ont fermé : n'ayant plus d'argent pour acheter leur stock de marchandises, elles n'avaient plus rien à vendre.

Quant aux batteries d'élevage d'Agrokomerc, des millions de dindes et de poulets, laissés sans nourriture, étaient deve-

4) L'Alliance des jeunes socialistes constitue le secteur jeune de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie, front de masse de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) au pouvoir depuis 1945. L'organisation de la jeunesse est organisée, comme c'est la règle en Yougoslavie, de manière fédérative.

5) Josip Broz, dit Tito, (né en 1892 en Croatie, mort en 1980). Secrétaire général du Parti communiste depuis 1937. Dirigea la lutte des partisans contre l'occupation allemande et après-guerre se trouva à la tête de l'Etat Yougoslave jusqu'à sa mort. Il rompit avec l'URSS en 1948.

6) Alexander Singer, dans une interview à *NIN*, 4 octobre 1987.



L'armée, sensible à la situation (DR)

lets, laissés sans nourriture, étaient devenus cannibales. Les rivières de la région étaient pleines de cadavres de volatiles et l'armée a été appelée à la rescousse pour creuser un kilomètre carré de terrain afin d'y enterrer ces victimes.

Soixante mille habitants de Velika Kladusa et des environs ont tous soudain été arrachés du reste du pays et transportés en dehors de l'espace et du temps. Les autorités de la République ont accordé un peu d'argent pour prévenir une véritable famine de masse, mais elles n'ont osé envoyer aucun représentant pour parler à la population locale.

Finalement personne n'a pris sur lui de proposer des mesures pour remédier à la catastrophe qui a frappé cette région. Pratiquement en une nuit, une grande partie du nord-ouest de la Bosnie s'est trouvée ramené en arrière à son ancienne existence de pauvreté et de chômage. L'exode traditionnel des hommes de la région vers les centres industriels du nord a recommencé.

L'armée

La détérioration rapide de la situation économique et politique d'ensemble est devenu un sujet public d'inquiétude pour l'armée yougoslave. Déjà en 1981, l'armée avait été appelée pour faire cesser des manifestations de masse au Kosovo; et il était clairement apparu qu'elle n'appréciait guère ce genre de tâches.

Le ministre de la Défense, l'Amiral Branko Mamula avertit en septembre que les amis étrangers de la Yougoslavie étaient de plus en plus soucieux car "les problèmes de notre pays s'aggravent de façon débridée, et atteignent un niveau qui excède toute possibilité de contrôle par la direction". Il avait critiqué la Ligue des communistes qui restait en dehors des réalités sociales, sans l'unité indispensable sur les questions fondamentales de savoir comment affronter la crise, et sans aucune base assurée lui permettant éventuellement de réformer et réorganiser.

L'armée a décliné tout rôle autonome dans la solution des problèmes du pays. Mais cependant on ne peut exclure la possibilité qu'elle en arrive à se sentir obli-

gée de jouer un tel rôle, même si c'est au nom d'un parti totalement acculé. Certains signes indiquent que l'armée commence tranquillement à organiser l'infrastructure nécessaire, au sein de la société civile, pour faciliter l'imposition de la loi et de l'ordre, quand elle sentira que c'est devenu un impératif.

L'un des canaux de la présence de l'armée dans la société civile est fourni par la structure particulière des Comités de défense générale du peuple et d'Auto-défense sociale. Ils ont été organisés, de par la décision du XI^e congrès du parti en 1978, lorsqu'il était déjà devenu clair que la crise s'était installée pour un long moment.

Ces comités existent dans toutes les entreprises et à tous les niveaux de l'administration étatique. Ils sont composés de dirigeants du parti et des syndicats, de représentants de l'administration d'Etat, d'officiers de l'armée et de la police. Ils concentrent donc un pouvoir politique et étatique importants aux différents niveaux de la société, bien qu'on ne sache pas clairement devant qui ils sont responsables.

En septembre dernier, Nenad Bucin, membre de la direction fédérale de l'Alliance socialiste, a appelé à la suppression totale des Comités expliquant que non seulement ils agissent en dehors des normes du système, mais qu'ils sont profondément anti-constitutionnels. "Non seulement il n'existe aucun lien organique entre eux et l'Etat, c'est-à-dire le mécanisme socio-politique autogestionnaire, mais leurs membres se sentent eux-mêmes libres, sans aucune obligation de s'intégrer ou d'agir dans le cadre de ce système. A l'exception des plus hautes instances du parti, les organisations socio-politiques (c'est-à-dire les organes du parti et de l'Etat) ont pratiquement cessé de suivre et d'analyser en profondeur la situation politique, pour ne pas parler de ce qui devrait découler d'une telle analyse, par exemple, action, influence, direction... On peut toujours discuter pour savoir si ces Comités ont assumé des droits et des obligations non aliénables; personnellement je crois qu'ils l'ont fait. Ce

qui est important c'est que l'Etat, l'entreprise, les corps politiques et sociaux ne prennent plus en charge ces tâches délicates et importantes". (Danas, 6 octobre 1987).

L'éditeur de *Danas*, a fait ce commentaire pertinent: "la vérité essentielle contenue dans cette proposition (de Bucin) commence à éclater une fois qu'on a compris que toute une série de points noirs de la réalité yougoslave ne sont pas dus à des activités néfastes de quelque ennemi intérieur, mais à la suspension des institutions légitimes du système et à l'exercice du pouvoir politique au moyen de méthodes détournées, au travers desquelles un nombre croissant de décisions politiques sont prises avec un degré toujours décroissant de responsabilité."

La bureaucratie est de plus en plus engagée dans une sorte de double langage: ce que les dirigeants du parti et de l'Etat ne peuvent plus faire en public, car cela serait impopulaire ou soulèverait des questions, ils le font, sous un autre chapeau, avec les Comités, qui ne sont susceptibles d'aucun contrôle extérieur.

Cette question, et d'autres, sera probablement discutée lors du prochain congrès du parti, prévu en 1988. Ce congrès sera-t-il productif ou non? Cela reste à voir. ■

Labour Focus
on Eastern Europe;
Volume 3 numéro 3
Octobre 1987

Document Editorial de Mladina

IL Y A JUSTE UN AN certains organes de presse, serbes pour la plupart, ont lancé une campagne pour la réhabilitation de Milos Zanko, autrefois figure politique croate éminente qui, au début des années 70, avait attiré l'attention sur l'augmentation du chauvinisme national en Croatie et sur l'attitude passive du parti croate face aux manifestations d'intolérance nationale. Cet avertissement coûta très cher à Zanko. Il dut démissionner de toutes ses fonctions officielles et ce n'est que 16 ans plus tard, bien après qu'il ait été prouvé qu'il avait raison, qu'on lui rendit hommage publiquement.

A la mi-septembre, lors d'une réunion avec des éditeurs de journaux, Dragisa Pavlovic, président du Comité de ville du parti à Belgrade, a dit que des déclarations publiques sans retenue et hystériques légitimaient les options revanchardes, un seul mot dans un journal pourraient parfois suffire à déclencher des réactions incontrôlées. "Combien de vitrines de boutiques d'Albanais devront-elles être brisées?" demande-t-il, "pour que nous soyons convaincus que le sentiment anti-Albanais n'existe pas seulement dans les déclara-

tions des organes les plus hauts du parti, mais existe aussi dans la rue ?"

Quelques jours auparavant, *Politika*, naguère le plus respecté des journaux serbes, a publié un article dans lequel il informait ses lecteurs que le silence qui s'était étendu sur Paracin après l'acte sanglant d'Aziz Kelmendi, était brisé par la musique en provenance des boutiques albanaises. Le résultat final d'un tel écrit avait tout d'abord été porté à la connaissance des éditeurs par le président de la maison d'édition *Politika*, Dr. Zivana Olbina, puis par le directeur de *Politika*, Dr. Ivan Stojanovic, qui avait pris ses distances de la politique éditoriale du journal.

Une lutte politique sans merci

Ces événements marquaient le début d'une lutte politique sans merci en Serbie, qui passa rapidement des coulisses à devant de la scène. Slobodan Milosevic, président du Comité central du parti serbe, qui s'était déjà fait l'avocat de l'usage de la répression contre les opposants politiques et "idéologiques", n'était pas non plus difficile quant au choix de ses méthodes : brisant toutes les règles statutaires, lors d'une réunion du Comité central du parti serbe présidée par lui-même, il s'assura de l'exclusion de Dragisa Pavlovic de la présidence du parti, "car son acte exprimait la désunion, faisait obstruction à l'application des résolutions adoptées, dans le but de surmonter les problèmes sociaux les plus difficiles, surtout dans l'exécution résolue de nos tâches politiques au Kosovo".

La plate-forme d' "unité" formulée de cette façon est tout simplement un appel à un règlement de comptes, et à l'application de toutes les méthodes qu'on peut trouver dans l'arsenal des néo-staliniens yougoslaves. Il s'agit clairement d'une plate-forme du nationalisme serbe. Si cette plate-forme entraîne des actes et que les émotions submergent la raison, cela mènera indubitablement vers un retour au XIXe siècle de la part de la Serbie. La Yougoslavie entrerait alors dans sa crise politique la plus grave depuis la guerre.

Le règlement de comptes avec Dragisa Pavlovic conduira sans aucun doute au règlement de comptes avec tous les intellectuels qui pensent de façon démocratique et internationaliste. Milos Zankovic c'est le passé. Dragisa Pavlovic, lui, c'est notre présent. Il est important que nous ne nous taisions pas. ■

Mladina ;
2 octobre 1987

Document

Lettre de 70 intellectuels Slovènes

LA TRAGÉDIE DE PARACIN a été décrite dans toute une série de journaux yougoslaves comme un "coup contre la Yougoslavie". L'insinuation était claire : les Albanais sont une menace et un danger constants pour l'intégrité et la sécurité de l'Etat. Les représentants officiels de l'Armée populaire de Yougoslavie (YPA) y ont apporté leur propre contribution. Bien que l'enquête sur la tragédie de Paracin ne soit pas encore terminée, le ministère de la Défense populaire a déjà proclamé qu'il s'agissait d'un crime motivé par des intentions nationalistes et séparatistes. Derrière les balles de Kelmendi, en fait, se tiennent d'après lui des forces ennemies organisées.

Les conséquences de cette campagne ne se sont pas fait attendre. "En accord avec l'ancienne tradition albanaise", les funérailles de Kelmendi ont été boycottées, sa famille isolée et on prépare son expulsion de Dusanovo, ses parents sont interrogés par la police, et sa soeur de 16 ans est exclue de son organisation de jeunesse et est aujourd'hui également menacée d'être renvoyée de l'école. En même temps, le nombre d'attaques contre des Albanais et leurs biens en Serbie, en Voïvodine, au Monténégro et en Macédoine augmente chaque jour.

Appel à la raison et à la tolérance

Cette atmosphère de pogroms et de lynchage a pris des proportions tellement terrifiantes dans les quelques jours derniers que des voix se sont élevées en de nombreux endroits, appelant à la raison et à la tolérance. En conséquence les organes de presse qui, dans un premier temps avaient allumé le feu, déversent aujourd'hui de l'eau froide, mais sans traiter des véritables causes de ce pogrom.

Inévitablement, la première question doit être posée à l'Armée. En dépit d'une série de demandes raisonnables pour que l'YPA s'ouvre sur la société, elle n'a montré aucune intention d'informer le public sur les chiffres des suicides, des accidents, des homicides ou des dérangements mentaux parmi ses recrues. Le public a droit à une courte déclaration quand quelque garde-frontières tue un étranger essayant de franchir la frontière (alors que la peine encourue pour franchissement illégal de la frontière n'est que de trois mois de prison); ou quand un garde tire sur un civil (un enfant qui jouait avec sa moto dans le champ familial à Strumica, près de Pos-

toïna); ou quand on tue un civil pour de bon (comme c'est arrivé à un vieil homme qui s'était égaré sur un terrain de manœuvres à Radovica); ou quand des éléments armés de l'YPA terrorisent la population locale (comme c'est arrivé récemment à Glinica). En aucune de ces occasions il n'y a eu d'enquête. Cette suppression de l'information, nourrit l'image d'une Armée immaculée, et ne contribue pas à la démocratisation de notre société. La tragédie de Paracin n'est-elle pas une preuve supplémentaire de la nécessité de mener une discussion rationnelle et dépassionnée sur l'introduction du service civil dans l'YPA? Est-ce que cette option n'aiderait pas à diminuer les frustrations et à prévenir les traumatismes, les tensions psychologiques, les suicides, etc.?

Atmosphère de lynchage

L'indignation contre l'atmosphère de lynchage contre les Albanais ne sonne pas de façon très convaincante, et elle est surtout inefficace, quand nous voyons le Secrétariat fédéral à la Défense grossir cette tragédie à un point intolérable, en soulignant l'origine nationale du tireur, bien que toute l'information disponible ne fournisse pas l'ombre d'une preuve qu'il se soit agit là d'une action délibérée ou préméditée, perpétrée pour des raisons de nationalisme, ni qu'il y ait eu qui ce soit derrière. En adoptant une telle attitude, l'YPA a rejoint la campagne anti-albanaise qui se développe depuis de nombreuses années maintenant en Yougoslavie. Un exemple (parmi des milliers) en est la pétition de 2 016 habitants de Kosovo Polje, écrite il y a moins de deux ans, soutenue par la fine fleur de l'intelligentsia serbe et signée par 60 000 personnes, pas moins. La réaction à cette pétition dans les plus hauts cercles politiques fut tiède, malgré le fait que cette pétition demandait l'expulsion de 260 000 Albanais et de leur famille du Kosovo et de Yougoslavie et exigeait que toutes les transactions concernant la terre entre des Serbes et des Albanais, conclues depuis la guerre soient annulées, et que le serbo-croate soit décrété seule langue officielle au Kosovo, etc. (...)

Nous appelons donc, une fois de plus, à la raison et à la tolérance. La situation nationale au Kosovo, et ailleurs, apparaît sans espoir et sans solution et les problèmes politiques, économiques et de la démocratie s'aggravent. Des rumeurs infondées et irresponsables de contre-révolution, ou de génocides d'habitants Serbes ou Monténégrins du Kosovo, les éclats irrationnels et émotionnels lors de meetings publics, ne font qu'encourager l'atmosphère de pogrom et n'offrent aucune solution concrète.

Notre humanité devrait nous permettre de résister avec force à toutes les tentatives de capitaliser sur le plan politique la tragédie personnelle de cinq soldats et de leurs familles". ■

Mladina ;
25 septembre 1987

Les femmes contre la dictature

LA IV^e RENCONTRE FÉMINISTE d'Amérique latine et de la Caraïbe qui s'est tenue du 18 au 25 octobre à Taxco au Mexique, a exprimé une progression importante dans l'organisation des femmes et un nouveau processus dans la lutte féministe.

La présence de 1 500 femmes, venant de pratiquement tous les pays reflétait une large palette des différentes expressions du mouvement et confirme la tendance qui s'était déjà manifestée dans la rencontre antérieure en 1985, au renforcement de la présence des femmes organisées dans les mouvements populaires.

Nous publions ci-dessous une étude sur le mouvement de femmes au Chili, parue dans une revue nicaraguayenne publiée par l'Université centro-américaine (UCA), les *Cahiers de Sociologie* (1).

Martha FUENTES

LE 30 OCTOBRE 1985, des milliers de femmes manifestaient exigeant le départ de Pinochet. Ces femmes étaient unies malgré leur différences de classe ou d'options politiques. Les femmes avaient décidé qu'elles devaient se regrouper dans un seul front d'opposition, afin d'affronter plus efficacement la dictature. Certains partis politiques demandèrent à leurs militantes qu'elles suivent la ligne de leur organisation et non celle du mouvement de femmes. Beaucoup de ces femmes refusèrent d'obéir à cette injonction et décidèrent de maintenir l'appel à la manifestation qui fut durement réprimée par la police. Bien que de nombreuses femmes aient été arrêtées avant même de parvenir au lieu de la manifestation, on peut dire que cette dernière fut un succès qui eut un impact important sur la population en général.

La démocratie dans le pays et au foyer

Ces femmes, comme des milliers d'autres à travers tout le pays, protestaient et exigeaient non seulement la démocratie, mais un nouveau type de démocratie. Aujourd'hui comme hier, leur protestation va au-delà des autres types de protestation qui existent dans tout le Chili. Le nouveau type de démocratie dont elles portent l'exigence, signifierait la fin de l'oppression et de l'exploitation basées sur les différences de sexe, de classe ou de race.

Leur slogan "*Nous voulons la démocratie maintenant, dans le pays comme au foyer*" fait partie d'une grande campagne menée pour essayer d'élever la conscience des gens sur cette question. Presque chaque jour apparaît un type de protestation pu-

blique exigeant la fin de la tyrannie en place au Chili depuis 1973. La lutte des femmes aujourd'hui est, en partie, le produit d'un long processus politique qui a commencé bien avant le coup.

Depuis le début du siècle, on peut clairement voir comment les femmes ont participé à la vie politique selon leur classe, en rapport avec la situation politique et économique du pays, dans toutes les périodes. C'est ainsi qu'aux alentours de 1900 sont nés deux mouvements de femmes. Bien qu'ils existèrent de façon simultanée, ils n'eurent absolument aucun lien. L'un d'entre eux était un mouvement féministe, très influencé par le mouvement féministe européen et nord-américain, dont la principale revendication portait sur l'éducation des femmes. En 1919, il se transforma en un parti politique dénommé Parti civique féminin, dont l'un des principaux objectifs était la lutte pour le droit de vote. Au départ, ce mouvement était majoritairement composé de femmes des classes supérieures. A partir des années 20, beaucoup de femmes des classes moyennes s'intégrèrent à cette lutte, conséquence d'une élévation de leur niveau éducatif, obtenu principalement grâce au mouvement féministe.

L'autre mouvement de femmes était composé de femmes prolétaires, qui ne portait pas de nom spécifique. Sa lutte se situait à l'intérieur des partis politiques, comme membres des mutuelles ouvrières qui existaient à cette époque, ou comme épouses d'ouvriers, de paysans, de mineurs. Les femmes de mineurs avaient un haut degré de participation politique dans la lutte de classe. Les femmes ouvrières qui vivaient près de fabriques de salpêtre formèrent les Centres Belen de Zarraga, dont on devait plus tard qu'ils furent les précurseurs des féministes de gauche.

Au milieu des années 30, naît le Mouvement d'émancipation des femmes du Chili. Formé de femmes provenant des couches moyennes et de la classe ouvrière, on peut le caractériser comme un mouvement féministe de gauche. Ce mouvement perdra beaucoup de son importance pendant longtemps mais renaît à partir de 1983. L'une de ses principales caractéristiques est qu'il unit la lutte de classe et la lutte pour l'émancipation des femmes, tout en étant autonome des partis politiques.

En 1945, après la seconde guerre mondiale, se forme le Parti féministe qui met l'accent sur la lutte des suffragettes. En 1949, les Chiliennes obtiennent le droit de voter et d'être élues dans les différentes institutions du pays. En 1953, après de nombreuses divisions causées par un scandale, le Parti féministe disparaît. Les autres partis politiques profitèrent de cette circonstance pénible et essayèrent de détruire complètement le mouvement des femmes. Ils y parvinrent pour quelques années, et les femmes se mirent à militer dans les partis politiques, principalement ceux du centre et de la gauche. Ce mouvement prit toute son ampleur pendant le gouvernement d'Unité populaire (1970-1973) où la lutte des classes était très aiguë. Sous le gouvernement d'Allende, les femmes luttèrent quasi exclusivement dans leurs classes respectives.

On a beaucoup écrit sur la lutte des femmes de droite qui aidèrent les autres groupes de droite à abattre le gouvernement Allende, mais son rôle a souvent été très exagéré. Le putsch sanglant de septembre 1973 qui mit fin au gouvernement d'Allende, eut également pour conséquence la destruction de tous les groupes de femmes de gauche.

Un féminisme socialiste

Ces dernières années, le mouvement des femmes au Chili a trouvé une nouvelle vie, qui se manifeste sous différentes formes que nous examinerons plus avant.

Au Chili, comme dans les autres pays latino-américains, les femmes féministes luttent pour trouver leur propre identité, que ce soit comme féministes socialistes ou simplement comme femmes du tiers-monde. Comme Chilienne et socialiste, je suis pour ma part consciente de la triple exploitation que subissent mes compagnes ; l'oppression en tant que sexe, l'exploitation de classe et la structure impérialiste du monde dans lequel nous vivons.

Il faut distinguer deux courants importants qui ont influencé jusqu'à présent les féministes chiliennes. Le premier est celui des féministes radicales, l'autre, celui des féministes socialistes. Né dans les années 60 aux Etats-Unis, le premier ne perçoit pas certains traits fondamentaux du Chili. Car, s'il ne fait par exemple au-

1) Réfugiée politique chilienne, Martha Fuentes enseigne la sociologie à l'Université de La Haye, en Hollande.

cun doute que le Chili soit une société patriarcale, c'est aussi une société de classe très marquée, comme tous les pays du tiers-monde, où les divisions des classes sont plus fortes que dans les pays impérialistes. Les femmes des classes supérieures dominent les hommes des classes inférieures et elles ne peuvent s'émanciper que grâce à l'exploitation des autres femmes, notamment à travers le travail des domestiques. La structure impérialiste, en particulier l'impérialisme américain, exploite intensément les femmes du tiers-monde.

Ainsi, à l'instar de beaucoup de femmes des classes supérieures ou moyennes qui obtiennent leur "émancipation" aux dépens des prolétaires à travers le travail domestique, beaucoup d'Américaines ou d'Européennes doivent également une partie de leur émancipation à l'impérialisme et au néo-colonialisme qui ont contribué au développement de l'Europe et des Etats-Unis. Beaucoup d'Européennes ou d'Américaines n'ont pas besoin de lutter pour se nourrir quotidiennement, pour l'eau ou pour avoir un toit.

A l'heure actuelle, les organisations de femmes chiliennes peuvent se diviser en deux grands groupes. Les femmes qui soutiennent la junte militaire, sont pour la famille et contre l'avortement. Ainsi, les femmes du Secrétariat national sont des membres actifs de la campagne anti-avortement. Sa secrétaire générale, déclarait : "Je suis contre l'avortement, même si ma fille de 15 ans se faisait violer par un nègre" (!). Ce sont ces femmes qui furent à la tête de la lutte contre le gouvernement Allende.

Ces dernières années, sont apparues beaucoup d'organisations de femmes. Les féministes chiliennes des classes moyennes ont été grandement influencées par les féministes radicales mais elles n'ont jamais été jusqu'à des positions extrêmes, elles n'ont jamais oublié la dépendance et la société de classe qui marquent le pays. Ces dernières années, certaines femmes de la classe ouvrière se sont tournées vers le féminisme, l'intégrant à leurs revendications. Beaucoup de féministes chiliennes ont aussi amené avec elles leur expérience militante dans les partis ou groupes de gauche. Unissant ces expériences à une forte opposition à la répression violente et au machisme du régime de Pinochet, le féminisme chilien est en train d'acquiescer son identité propre. Nous allons essayer de donner une vue des principaux éléments qui font la réalité du mouvement de femmes chiliennes qui luttent pour construire un féminisme socialiste tiersmondiste.

La junte s'occupe des femmes

Dès le départ, la junte a réprimé tous ceux qui avaient appuyé le gouvernement de l'UP. La brutalité exercée contre la gauche est bien connue. Des milliers de personnes furent assassinées (plus de 30 000 durant les premiers mois après le putsch), certaines furent exécutées, beau-



coup plus furent assassinées et d'autres furent déclarées disparues (près de 3000) après avoir été détenues dans les prisons ou les camps de concentration. Durant les premiers mois de la dictature près de 30% des prisonniers politiques étaient des femmes. Les tortures qui leur furent infligées furent d'une certaine façon pires que celles que durent subir les hommes. Elles durent subir des sévices sexuels et beaucoup d'entre elles furent violées dans les prisons.

Dès octobre 1973, le gouvernement fonda un nouveau "Secrétariat national de la femme" dont l'objectif principal est de diffuser l'idéologie patriarcale des militaires. Deplus, toute une série d'acquis des femmes ont été supprimés. L'un des principaux étaient les centres de mères, créés sous l'UP dans le cadre d'un programme de "promotion populaire". Ils étaient totalement démocratiques, ses membres éliaient leurs représentantes etc. Sous la junte militaire, les centres sont administrés par une hiérarchie à la tête de laquelle se trouve Lucia Hiriart... épouse du général Pinochet. Le directeur administratif en est un lieutenant colonel, puis viennent

les vice-présidentes, en général épouses des gouverneurs de province. Le contrôleur est un homme, militaire évidemment, puis viennent les volontaires, femmes de la classe moyenne, en grande majorité épouses de membres des forces armées. Elles sont au nombre de 5 664, portent un uniforme et jurent de servir la patrie et le gouvernement militaire. Il existe une grande similitude entre ce corps de volontaires et les "fascio fememilis" de l'Italie de Mussolini. Les volontaires dirigeant les centres de mères (CEMA), et les membres de ces centres se trouvent sous leur direction. L'une des principales occupations des CEMA consiste à vendre les objets artisanaux. 232 000 femmes sont des centres, pour la plupart ce sont des femmes du peuple qui n'ont que cette manière de survivre. Elles gagnent fort peu mais la situation de misère qui prévaut dans le pays est telle, qu'elles sont obligées d'y demeurer. Les CEMA sont non seulement un organisme commercial mais servent aussi de courroie de transmission idéologique à la junte militaire.

La politique économique des militaires

La politique économique de la junte est à l'inverse de ce qui avait été fait sous les deux gouvernements antérieurs (Frei et Allende). Produire pour le marché intérieur ne l'intéresse pas. C'est ainsi qu'elle a commencé une politique de substitution des exportations, celles-ci étant des exportations non-traditionnelles, essentiellement des produits agricoles comme les fruits.

C'est grâce aux intérêts du grand capital et à la politique d'ouverture pour le marché international que la dictature est parvenue à se maintenir toutes ces années. Les banques privées nord-américaines et la Banque mondiale ont ouvert des lignes de crédit à la junte. La dette extérieure du Chili qui était de 5 milliards de dollars en 1973 atteignait 25 milliards en 1984.

En revanche, la situation des couches populaires s'est vertigineusement dégradée. En 1973, les salaires des travailleurs furent réajustés de 600% alors que l'inflation était de 1 200%. La junte a établi une politique économique basée sur les principes monétaristes des *Chicago boys*. En 1975, un nouveau plan de réduction du déficit budgétaire, nommé "shock treatment" réduit les dépenses d'un tiers. Le Service national de santé est le plus durement touché et avec lui les femmes, tant comme travailleuses de ces services que comme patientes.

Avec la politique de libre entreprise, la junte a ouvert les portes au commerce international pour concurrencer l'industrie nationale. L'industrie traditionnelle a été la plus affectée, notamment le textile, l'alimentation, l'électronique, toutes branches qui furent drastiquement réduites ou qui ont même disparu. C'est précisément dans ces secteurs que la majorité des travailleurs étaient des femmes : 60% dans le textile, 70% dans l'alimentation, 90%

dans l'électronique. Cette politique économique n'a pas seulement touché les travailleuses mais plus largement toutes les femmes de la classe ouvrière. Beaucoup d'entre elles qui restaient à la maison ont été obligées de chercher du travail. Elles commencèrent à le faire alors que l'offre d'emploi se réduisait considérablement. De 3,8% de la population active sous Allende, le chômage est passé à plus de 20% sous la dictature, 30% si l'on prend en compte le sous-emploi. Aussi, pour trouver un travail, les femmes ont-elles été obligées d'accepter n'importe quoi, à n'importe quel salaire, sans compter que la junte a tout bonnement supprimé un grand nombre de lois sociales.

Les militaires savent que les femmes du peuple sont les plus touchées par leur politique. Dès les premiers mois, la junte a demandé les plus grands sacrifices aux femmes. Le chômage et la misère était tels que la junte a décidé de créer le plan d'emploi minimum (PEM) qui consiste en un travail pour le gouvernement, qu'il soit national ou local, comme dans les municipalités, mais aucun type de protection sociale. C'est en fait un travail d'esclaves où les gens sont licenciés à la moindre protestation. Il est intéressant de signaler que la junte fait valoir qu'il n'existe aucune division sexuelle du travail dans les PEM et que les femmes ont accès à toutes les formations.

Mais ce que les militaires ne disent pas c'est que les PEM n'offrant à peine que le minimum pour survivre, beaucoup d'hommes ne veulent pas de ce travail d'esclave. Beaucoup de femmes pauvres sont des mères chefs de famille et sont obligées de travailler dans les PEM. En 1977 deux ans après la mise en place du PEM, les femmes constituaient 22,2% du total des travailleurs.

La politique agraire du gouvernement

A partir du 11 octobre 1973, tournant le dos à la politique suivie par les gouvernements antérieurs, la junte ouvre une période d'introduction du capitalisme à grande échelle dans l'agro. Ce qui intéresse économiquement le gouvernement, c'est de produire pour le marché international. L'agro-business fait son entrée en fanfare au Chili. Le pays est divisé en trois zones de production-exportation : les fruits, le bois, le bétail. Les latifundia n'existaient plus du fait des expropriations menées par les gouvernements des présidents Frei et Allende. A partir de 1973, certaines grandes propriétés refont leur apparition, la terre est redonnée à ses anciens propriétaires. La junte répartit également la terre de façon individuelle à 37 000 petits paysans mais la moitié de ces parcelles seront vendues entre 1978 et 1982 par manque de moyens économiques pour produire.

Ce tournant dans la politique agricole a fortement frappé les femmes paysannes. Ces dernières n'ont jamais été considérées comme des producteurs à part entière, mê-

me par elles-mêmes. Leur travail était considéré comme une partie du travail de reproduction. La nouvelle politique agraire a entraîné une paupérisation croissante de la petite paysannerie. Les paysannes doivent alors travailler pour un salaire, la famille ne pouvant subsister sur le travail de l'homme. Une grande partie des femmes deviennent ouvrières agricoles notamment dans les zones de culture fruitière. Dans certaines zones, le tiers des revenus monétaires provient du travail de la femme. De plus, il faut se rappeler que la femme paysanne a en charge tout le travail de reproduction. Cette nouvelle tendance à l'emploi des femmes dans l'agriculture affecte les migrations vers les villes des femmes jeunes. De plus, lié à l'agro-business est apparu un nouveau type d'habitation nommé *campalla*, différent de ceux des années 70. Il s'agit maintenant de zones marginales autour des villages et non plus des grandes villes.

Ces bidonvilles sont habités par des gens qui travaillent de façon sporadique dans les campagnes chaque année et n'émigrent pas vers les villes pour trois raisons. D'abord, parce que la répression y est plus forte, deuxièmement parce qu'il est plus difficile d'y trouver du travail et enfin parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour aller s'installer en ville. Les femmes trouvent du travail dans les nouvelles entreprises agricoles plus facilement que les hommes car les patrons disent préférer la main-d'œuvre féminine arguant qu'elle est plus adroite et plus docile. C'est ce type de travail existant pour les jeunes femmes qui fait qu'elles n'émigrent plus vers les villes. La région de production-exportation de fruits se trouve dans la vallée centrale du pays, près de Santiago et Valparaiso, les deux principales villes du pays.

Malthusianisme et natalisme

De plus, malgré le fort taux de chômage existant dans le pays, il semblerait que les salaires des employées de maison se soit maintenu. Il est de toute façon supérieur à ce qui est perçu dans le PEM et le nouveau Plan d'emploi pour les chefs de familles (POJH). Le salaires des domestiques est très lié aux aléas de l'offre et de la demande. A Santiago, par exemple, le salaire minimum d'une employée de maison était en 84 de 9 000 pesos, nourrie et logée. Le salaire du PEM était de 4000 pesos, celui du POJH 8 000. Il semblerait



Les soupes con

donc que la baisse de l'exode rural parmi les jeunes femmes ait eu pour conséquence une relative pénurie d'employées de maison dans les grandes villes. Cette situation, auquel il faut ajouter la crise économique qui touche aussi les couches moyennes se traduit par le fait que de nombreuses femmes de ces secteurs sociaux ne peuvent plus se payer des domestiques, et indirectement, par une nouvelle montée féministe car beaucoup d'entre elles doivent effectuer une double journée de travail, à l'instar des femmes des pays industrialisés.

Nous avons rappelé comment la junte avait commencé à privatiser les services d'Etat, y compris le Service national de santé qui existait depuis 1920. Les seules institutions qui ne passèrent pas aux mains du privé furent les Cliniques de planification familiale. 40% du budget total de la santé fut affecté à ces cliniques. Il semble que dans un premier temps, la junte voulait réduire la pauvreté en abaissant le taux de natalité. Ainsi, pendant les premières années de la dictature, de 1973 à 1976, beaucoup de femmes pauvres furent stérilisées sans leur consentement. Certains pensent que près de 19,5% des femmes en âge de procréer furent ainsi stérilisées, la majeure partie d'entre elles sans qu'elles le sachent. Dans ces années là, le gouvernement faisait campagne sur le thème les enfants sont pour ceux qui peuvent les élever.

La presse clandestine de cette époque est remplie de cas de jeunes femmes qui



nes de Santiago (DR)

furent stérilisées lors d'opérations bénignes. En 1974, le docteur Enrique Onetto, chef du programme maternel du gouvernement déclarait : "Nous sommes en train de préparer un nouveau programme de planification familiale sur quatre ans, concentré sur 24 zones sélectionnées sur la base d'un haut pourcentage de maladies et de morts maternelles et infantiles, de bas revenus, d'absence de planification familiale et fort taux de natalité" (cité dans Mass 1976). En plus de stérilisations, certaines femmes se virent placer des stérilets ou injecter du depo-provera qui avait pourtant été retiré depuis longtemps de la circulation en Europe et aux Etats-Unis, à cause de ses effets secondaires. En 1976, ce cours anti-nataliste est stoppé et la junte adopte une politique aux antipodes de celle suivie jusque-là.

Pinochet et ... le respect de la vie

Au début de 1976, la petite reprise internationale arrive au Chili qui commence à exporter à grande échelle des produits non traditionnels dont les produits agricoles. Cette reprise économique fait baisser le chômage et d'une certaine façon la misère. Pinochet n'a donc plus besoin d'en finir avec les pauvres par des mesures drastiques et en 1976, il déclare que "la loi protège la vie du fœtus qui va naître".

Cette interdiction de l'avortement de façon draconienne améliore les relations qu'il entretient avec l'Eglise catholique et

qui s'étaient fortement détériorées du fait de la politique anti-nataliste.

Non contentes d'interdire l'avortement, les Cliniques de planification familiale n'ont plus désormais le budget qu'elles avaient auparavant. Aujourd'hui les moyens contraceptifs sont en vente au prix du marché et beaucoup de femmes pauvres ne peuvent les acheter. Voilà pourquoi, plus que jamais elles ont recours à l'avortement clandestin avec toutes ses conséquences sur la santé voire la vie de ces femmes. Il est bien évident que le gouvernement de Pinochet se contrefiche de la vie du fœtus à naître. La vie de dizaines de milliers de femmes, d'hommes, d'enfants, de vieillards, lui importe si peu, pourquoi se préoccuperait-il tout d'un coup de la vie des fœtus ? Par contre cette interdiction drastique de l'avortement et ce changement de politique en matière de natalité est lié au resserrement du contrôle de la junte sur les femmes. Cela est dû prin-

cipalement à la participation active et importante des femmes du peuple aux protestations politiques contre la junte. Il est plus facile d'avoir des femmes croulant sous le poids des enfants que luttant contre le gouvernement.

Comme le disait Paul Singer au sujet du Brésil "la majeure partie des mouvements populaires actuels sont organisés de façon défensive". C'est la même chose pour le Chili, mais ce qui est important, c'est qu'au Chili ce furent les femmes qui prirent l'initiative de s'organiser. Dans les premiers mois qui suivirent le putsch, les parentes des prisonniers politiques furent les premières à s'organiser. Elles le firent en défense des droits de l'Homme et constituèrent la Fédération de défense des parents de disparus (FEDEFAM). Cette organisation a vu le jour dans les queues que faisaient les femmes devant les commissariats, les stades, les prisons et même la morgue, pour tenter de savoir où se trouvaient leurs parents. C'étaient des mères, des épouses, des sœurs d'hommes et de femmes qui avaient été emprisonnés et dont elles n'avaient aucune nouvelle. Cette organisation a servi à retrouver certains des disparus, à dénoncer la dictature et à apprendre aux femmes qu'unies, elles pouvaient faire face à la dictature. Beaucoup d'entre elles ont été persécutées, certaines furent emprisonnées. En plus de la FEDEFAM, existent d'autres organisations de ce type comme "Les femmes des exécutés", "Parentes de prisonniers politiques" etc.

La politique économique a entraîné une profonde misère pour la majorité de la population. Dès 1974 surgit une autre organisation, celles des "soupes communes". C'est le manque de nourriture pour elles et leurs enfants qui font s'organiser les femmes autour des soupes communes. L'aide à l'organisation s'opère au travers d'institutions religieuses, notamment de l'Eglise catholique. Ces soupes deviendront une organisation communautaire très importante. Il n'est pas de quartier populaire ou de bidonville au Chili qui ne compte au moins une cantine de ce genre. Ces dernières années, les organisatrices de ces soupes se préoccupaient non seulement de rechercher et de préparer la nourriture de façon communautaire, mais servaient aussi de relais d'organisation des *protestas* contre la junte. Différents comités existent à l'intérieur de cette organisation. En discutant des problèmes d'alimentation, de vêtements, de logement et autres auxquels tous les pauvres du Chili doivent faire face, certaines de ces organisations de soupes communes se sont transformées en organisations porteuses de revendications politiques plus avancées, y compris féministes.

La vie communautaire

C'est ainsi qu'une ancienne habitante des *poblaciones*, réfugiée politique en France, déclarait lors de la rencontre des femmes chiliennes en exil : "Dans les *poblaciones*, il est très fréquent que les femmes remettent en question la famille comme base sociale. Les habitantes de ces quartiers ont appris que la solution à leurs problèmes se trouve dans la vie communautaire. Elles ne peuvent cuisiner et s'occuper de leurs enfants de façon individuelle, beaucoup d'entre elles sont des femmes seules sans compagnon permanent, à cause de la répression comme de la situation économique. Elles doivent sortir de chez elles pour trouver du travail, aussi les enfants restent-ils sous la garde d'autres femmes, de même pour la préparation des repas, autrement dit, le travail domestique s'effectue de façon communautaire".

Ces femmes des *poblaciones* savent que la famille nucléaire n'existe quasiment pas dans le milieu où elles vivent. A l'heure actuelle, dans les grandes villes, il existe un nouveau type de famille étendue composée des personnes qui habitent en permanence dans la maison plus "les rajoutés". Ces derniers sont des parents ou des amis qui ne savent où vivre. L'ampleur de ce problème est tel que près de 40% de la population actuelle de Santiago vit aujourd'hui sous ce statut de "rajouté".

Entre 1973 et 1975, les organisations de femmes se consacrent plus particulièrement à la question des droits de l'Homme et de l'aide directe aux familles dans le besoin. A partir de 1976, d'autres types d'organisations commencent à apparaître, composées à la fois de travailleuses et de féministes.

Près de deux ans après le coup d'Etat militaire, la Commission nationale syndicale (CNS) commence à se réorganiser à l'initiative des membres des anciens partis de gauche et des syndicats, désormais interdits. Les chômeurs furent parmi les premiers à former des comités où participaient hommes et femmes. La CNS a un Département féminin (DF) comme d'ailleurs tous les partis. Ce département commença à fonctionner comme organisme propre à partir de 1976. Sa tâche principale consistait à organiser les travailleuses et les femmes des travailleurs.

En 1978, le DF de la CNS organise le premier meeting public sous la dictature pour le 8 mars, jour international des femmes. Près de 7 000 femmes participèrent à cette manifestation, mais cela ne traduit pas l'impact immense de l'événement sur le peuple. Il faut garder en mémoire que la propagande était illégale et que le meeting fut convoqué de bouche à oreille.

C'est l'époque où le Chili vit une légère reprise économique, comme nous l'avons dit, et où le chômage baisse et les salaires augmentent. Cette reprise économique s'accompagna d'une légère ouverture politique, on peut le voir dans la grande quantité de journaux et de livres qui reçurent l'autorisation d'être publiés à cette époque. Le gouvernement commençait à prendre confiance en lui-même et parlait de "miracle économique". Mais ce miracle et les libertés démocratiques n'étaient qu'apparents et s'accompagnaient d'une augmentation de la répression à l'encontre des femmes. C'est à cette époque que l'avortement devient strictement illégal.

La renaissance du mouvement féministe

En 1977 se forme le premier groupe féministe sous la dictature, le "Cercle d'études sur la femme". Au départ, c'était un petit groupe de femmes des professions libérales dont l'occupation principale était l'étude et la discussion. Plus tard, elles commencèrent à publier un bulletin mensuel. L'objectif de ce groupe était de lutter pour les droits de la femme. Le Cercle d'études sur la femme signifiait la renaissance du mouvement féministe chilien

La Granja, l'un des quartiers parmi les plus pauvres de la capitale (DR)



après 25 années d'absence. Ce groupe est né pendant la dictature comme produit direct du rôle imposé aux femmes par les militaires, c'est-à-dire le renforcement du système patriarcal. Par exemple, l'une des actions les plus importantes du groupe fut de faire circuler une pétition contre la législation du travail de 1978 qui supprime le congé pré et post-natal qui existait depuis les années 30.

On peut diviser les activités du Cercle entre 1978 et 1983 en deux grandes catégories, celle portant sur la connaissance, c'est-à-dire les enquêtes et études sur les femmes, et celle qui avait pour objectif l'élévation de la conscience de l'ensemble de la population sur ces questions, telles que l'enseignement, le théâtre, les groupes de "conscientisation" etc.

Les couches moyennes touchées par la crise

A partir de 1980, les conséquences de la récession économique qui part des pays impérialistes entre 1979 et 1982, commencent à se faire sentir fortement au Chili, entraînant la faillite de nombreuses entreprises de production ou financières, et une nouvelle augmentation du chômage avec tous ses effets désastreux sur les femmes. Fait nouveau, de nombreuses femmes des couches moyennes qui avaient été jusque-là épargnées par la crise sont désormais touchées, et vont s'intégrer à la lutte populaire qui connaît un nouvel élan. Les partis de gauche ont retenu la leçon et ont intégré des revendications féministes dans leurs programmes respectifs, à la demande de leurs militantes. La question des femmes apparaît dans la presse clandestine. On peut citer la revue *Vamos Mujer* du MIR, *Furia* du Parti socialiste. Ces revues reflètent la présence des idées féministes dans le mouvement populaire de ces dernières années.

D'autres organisations voient le jour. Ainsi le Comité de défense des droits des femmes (CODEM), organisation populaire qui naît en 1980 à Concepcion, une grande cité industrielle au sud de Santiago, et qui, en peu de temps s'étend à tout le pays. Ses comités se consacrent principalement à la défense des travailleurs en lui donnant aussi une perspective féministe. A partir de 1981, commencent à fonction-

ner divers groupes de femmes dont les plus importants sont le Mouvement populaire de femmes (MOMUPO) et Femmes du Chili (MUDECHI). Ils sont tous deux très actifs dans l'opposition et dans la lutte pour les droits des femmes.

L'année 1983 connut une période de lutte intense de l'opposition dans laquelle les femmes jouèrent un rôle très important. Dans cette période de récession et malgré l'augmentation du chômage, la population s'est mieux organisée et a commencé à faire face à la dictature de façon plus systématique. Dans les quartiers populaires, ce furent les femmes des soupes communes qui sortirent les premières dans les *protestas* de 1983-1984. Ce sont elles qui, souvent, se chargeaient de stocker pierres et bâtons pour défendre les manifestations contre les attaques policières. Quand les forces armées investissent les *poblaciones* et arrêtent les hommes, ce sont encore elles qui organisent la défense des prisonniers. "En décembre dernier, la police avait cerné le quartier Silvia Enriquez avec des voitures blindées et tous les hommes au-dessus de 13 ans furent arrêtés. Deux heures après, les femmes avaient préparé une liste complète des noms de tous les détenus (plusieurs milliers) pour la faire passer aux journalistes étrangers" (*El Pais*, 24 février 1985).

Les femmes ont appris à s'organiser

La population, et surtout les femmes, a appris à s'organiser et aujourd'hui la répression ne peut gommer ce que ces femmes ont appris de toutes ces années de dictature brutale. Comme nous venons de le voir, le mouvement des femmes se forme réellement au Chili à partir de 1983, date à laquelle il devient plus actif et plus massif. Depuis le début du siècle, les femmes ont acquis une certaine expérience à l'intérieur des partis politiques et/ou dans des mouvements autonomes. Les cas chiliens montrent qu'être partie prenante de la force de travail au sens classique n'est pas une pré-condition pour participer à des organisations de ce type. Les femmes s'organisent aussi sur leur lieu d'habitation pour se nourrir et se loger, elles et leur famille, conséquence de la situation de leur mari. Des femmes des classes moyennes se sont intégrées au mouvement des femmes, ne pouvant se payer de domestiques elles furent obligées sans doute pour la première fois de leur vie, d'assumer le travail domestique et pour beaucoup, cette expérience personnelle leur fit prendre conscience de ce qu'était l'oppression des femmes. Les femmes se sont aussi levées contre le renforcement du système patriarcal, ou l'utilisation par les militaires de l'idéologie fasciste européenne ou celle du mouvement anti-avortement américain. ■

Cuadernos de sociología,
Numéro 4-5
Mai-décembre 1987

La grève générale

CES DERNIERS MOIS ont été marqués par une accélération de la crise économique au Liban qui s'est traduite par une chute spectaculaire de la livre libanaise, et, partant, du pouvoir d'achat de la population dans un pays où la majeure partie des biens consommés sont importés. Des émeutes populaires éclataient dès le mois d'août dernier et début novembre, la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL) appelait à une grève générale illimitée. *Inprecor* a rencontré Zafer, militant du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section libanaise de la IVe Internationale.

ZAFER : il faut remonter un peu en arrière pour comprendre ce qui s'est passé. Le début de l'année 1986 a été marqué par un événement très important : les batailles se déroulant dans Beyrouth-Est, pour le contrôle des Forces libanaises, entre Samir Geagea (pro-israélien) et Hobeika qui, à la fin de 1985, avait signé, sous l'égide syrienne, un accord tripartite avec les chiïtes d'Amal et les druzes de Walid Joumblatt, pour "résoudre le problème libanais".

L'accord allait tout à fait dans le sens des intérêts du régime syrien, c'est pourquoi la réaction chrétienne, les Phalanges et une partie des Forces libanaises, dirigée par Samir Geagea, et, il faut y rajouter le président pro-américain Amin Gemayel, étaient tous contre l'accord.

Le 15 janvier éclatent des batailles très violentes dans le réduit chrétien qui auront pour conséquence de réduire considérablement l'influence de Hobeika, mais aussi des Syriens par ricochet. Ces derniers interviendront massivement à Beyrouth en février 1987, tandis que les tentatives pour renouer les relations entre Amin Gemayel et Damas échoueront toutes. Début juin 1987, l'assassinat du président du Conseil, Rachid Karamé, lui-même proche du régime syrien, tend plus fortement encore leurs rapports. Il semble

désormais très difficile d'envisager une reprise des relations entre les deux protagonistes, d'autant qu'il faut rappeler que c'est la dernière année du mandat de Gemayel et que, dans quelques mois, il y aura de nouvelles élections à la présidence de la République. Le gouvernement est totalement paralysé et il est incontestable que cette paralysie a beaucoup influé sur les problèmes économiques. Ces derniers ont bien évidemment une autonomie vis-à-vis des problèmes politiques, mais la paralysie gouvernementale est une des causes, même si ce n'est pas la seule, de l'effondrement de la livre libanaise, de l'accélération de la crise économique.

Ce processus d'effondrement de la monnaie n'est pas nouveau. Il a commencé au cours de l'été 1984, mais ces derniers mois, la dépréciation de la monnaie nationale a pris une allure folle. Aujourd'hui, le dollar vaut 500 livres libanaises - et ce n'est pas fini. En 1984, le dollar valait quatre livres. Il est aisé d'imaginer les conséquences sur la population libanaise. Jusqu'à cet été, les masses populaires n'ont pas réagi à cette dépréciation constante ; elles étaient comme paralysées.

Mais à la fin du mois d'août, les gens ont commencé à bouger. On a, alors, assisté à des manifestations spontanées dans les rues de Beyrouth ; la foule a brisé les échoppes des changeurs et plus généralement celles des riches commerçants que la population accuse, souvent à juste titre, de spéculer sur les denrées. Des chocs ont eu lieu entre les forces syriennes et la population, et des dizaines de manifestants ont été arrêtés.

Après ces manifestations, des actions plus ou moins organisées au niveau de la classe ouvrière voient le jour. Le Conseil exécutif de la CGTL, organisme regroupant l'ensemble des syndicats de travailleurs au Liban, se réunit et l'on commence à envisager la possibilité d'une grève générale. Une conférence nationale sera convoquée pour la fin du mois : à l'ordre du jour, l'effondrement de la livre et la crise économique en général. Vers le 22/23 septembre, des manifestations organisées par les syndicats se déroulent simultanément dans Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest.

La conférence nationale à la fin de septembre 1987 décide d'appeler à la grève générale illimitée pour le 5 novembre. Plusieurs revendications sont mises en avant, dont la principale est l'échelle

mobile des salaires, mais aussi des revendications politiques telles que l'unification du Liban, la suppression des milices confessionnelles. Il est également demandé à l'Etat de prendre le contrôle des ports qui sont à l'heure actuelle sous celui des milices confessionnelles.

Par ailleurs, les enseignants décident une grève générale du public et du privé pour le 20 octobre, sur leurs propres revendications, c'est-à-dire les salaires bien entendu, mais aussi les licenciements dans le privé. Cette grève durera jusqu'au 2 novembre, mais les enseignants n'obtiendront que des gains très partiels, ne modifiant en rien la condition misérable de ce secteur.

La grève générale commencera le 5 novembre, touchant tous les secteurs salariés de l'ensemble du Liban. Dès le début, on observe des pressions venant de la bourgeoisie libanaise, toutes confessions confondues, comme d'ailleurs du régime syrien. La Syrie connaît, elle aussi, une situation économique catastrophique et le gouvernement syrien craignait que grèves et manifestations ne soient contagieuses. Le mouvement durera environ 5 jours, et culminera par une énorme manifestation à Beyrouth regroupant plus de 100 000 personnes venant des deux secteurs de la capitale. Des manifestations auront lieu également dans toutes les villes du pays, à Tripoli, Saïda, Tyr, etc.

Mais à la fin de la manifestation centrale le Conseil exécutif de CGTL se réunit appelant à la fin de la grève générale.

■ Quelle force politique domine ce conseil ?

- Son président Antoine Bechara est proche des Phalanges, mais ce n'est pas, loin de là, la seule composante de la CGTL. On trouve aussi des syndicalistes liés au Parti communiste libanais, ceux de la Fédération nationale des ouvriers et employés. C'est une force non négligeable dans la classe ouvrière et beaucoup de gens ne s'attendaient pas à ce que ce soit eux qui appellent à la fin de la grève générale. Le PC est en effet, prisonnier de ses alliances, notamment avec le Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joumblatt et plus généralement avec le régime syrien. La grève a donc été arrêtée sans que le gouvernement fasse la moindre promesse quant à des mesures pouvant enrayer la crise économique, ou tout du moins, la chute sans fin de la livre libanaise et la baisse continue du pouvoir d'achat des salaires qui ne peuvent plus subvenir aux besoins les plus élémentaires des gens.

■ La dépréciation de la livre se traduit par une inflation galopante ?

- Absolument, on peut même dire que la hausse des prix est supérieure à la baisse de la livre, à cause de la spéculation mais aussi de l'anticipation par les commerçants de la chute ... à venir. Si bien que les prix ne cessent de monter à une vitesse folle.

■ *Revenons sur la manifestation dont tu parlais précédemment, c'est la première fois qu'on assiste, à une échelle de masse, à un dépassement des clivages confessionnels, à l'expression massive d'un rejet de la guerre...*

- Nous sommes désormais arrivés à une véritable situation de misère pour une couche très large de la population. Beaucoup de gens ne peuvent même plus manger à leur faim ou bien acheter des médicaments, et payer le médecin. Une grande proportion des Libanais est dans cette situation. Il y a certainement un phénomène nouveau, la rencontre des gens de différentes confessions qui savent bien désormais que tout le monde est dans la même galère. Mais il faut souligner, et c'est très important, que ces gens qui manifestent, qui se mettent en grève, n'ont pas de direction, d'organisations prêtes à poursuivre la lutte jusqu'au bout. Quand la CGTL a décidé la grève, quand elle a demandé à la population de faire grève, cette population lui a fait confiance, après avoir perdu toute confiance dans les partis politiques confessionnels et même dans les organisations de gauche, y compris le PCL. Mais quand on voit la manière dont on a mis fin à la grève générale, on comprend que les couches populaires aient ressenti une grande déception, car elles avaient fait confiance à la CGTL qui n'était pas partie prenante de la guerre confessionnelle. Or, la direction de cette organisation ouvrière a démontré qu'elle était, elle aussi, à la solde de la bourgeoisie libanaise. Mais cela ne signifie pas que les gens ne veulent plus bouger et qu'il n'y aura pas d'autres explosions de la colère des masses. Il est difficile aujourd'hui de dire précisément comment elle s'exprimera.

■ *Structurellement, il n'y a aucune raison pour que l'état de l'économie libanaise s'améliore ?*

- Tout à fait, et bien au contraire, je pense que la situation va empirer. Il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête. Le mouvement populaire a été largement spontané jusqu'à maintenant, et quand les organisations sont intervenues, ce fut pour aller à l'encontre des intérêts des travailleurs. De même, on peut dire qu'au niveau politique, il n'y aura pas de solution aux problèmes que connaît le Liban.

La rupture au sein du gouvernement ne peut que s'approfondir d'ici les élections présidentielles, et l'on peut même s'attendre à une recrudescence des accrochages entre les différentes forces en présence. D'autant que si l'on considère que la colère populaire représente un danger pour la bourgeoisie libanaise dans son ensemble, cette dernière a tout intérêt à recourir à de nouveaux combats confessionnels pour dévier la haine de la population et son refus de supporter les conséquences de la crise. D'ici les élections qui pourraient se tenir avant l'été prochain, il est difficile de prévoir comment les choses peuvent

évoluer. Cela dépend notamment des relations entre l'impérialisme américain et le régime syrien : s'il y avait accord entre eux, on pourrait s'attendre à ce que militairement, nous assistions à une certaine accalmie. Dans le cas contraire, on peut s'attendre à de nouvelles explosions.

Voilà, globalement, quelle est la situation au Liban, aujourd'hui. Il est difficile à l'heure actuelle de faire des pronostics précis sur les mois à venir : c'est un pays où la situation est très mouvante et où les influences extérieures sont décisives, qu'elles soient régionales ou internationales.

■ *Où en est la guerre des camps ?*

- Voilà maintenant quelques mois que cette guerre entre le mouvement Amal et les camps palestiniens s'est arrêtée, par l'intervention des forces syriennes. Mais à l'heure actuelle, il semble que nous assistions à une reprise des combats, même si elle est partielle et faible, dans la région de Saïda. Il est toutefois vraisemblable que le régime syrien, qui influence le mouvement Amal, ne désire pas une généralisation des combats, d'autant que rien n'indique que le mouvement Amal aurait le dessus. Or le gouvernement Assad craint une extension de l'influence des forces de Yasser Arafat à la faveur de ces combats. On peut d'ailleurs mentionner les pressions de l'Union soviétique sur la Syrie, pour mettre fin à ces combats. Selon toute vraisemblance, le calme devrait se prolonger. Bien sûr, cela dépend aussi de toute une série de facteurs, comme les relations entre les différents régimes arabes, entre le régime syrien et les pays du Golfe, de l'évolution de la guerre Iran-Irak, etc.

De plus, ce ne sont pas toujours les milices d'Amal qui sont à l'origine des combats dans les camps. C'est parfois Arafat qui essaie de reprendre le dessus, ou même simplement de faire reprendre les combats pour des raisons éminemment tactiques, touchant aux relations entre l'OLP et la Syrie et au contexte régional.

■ *Quel est aujourd'hui le rôle de l'Iran ?*

- Les courants intégristes musulmans, qu'ils soient chiites ou sunnites, ont

d'étroites relations avec l'Iran. C'est surtout le cas, bien entendu, du Hezbollah, organisation armée chiite implantée dans certaines régions, notamment la plaine de la Bekaa et la banlieue sud de la capitale. Le régime syrien essaie d'affaiblir ces courants, mais jusqu'à présent, il n'y a pas eu de grandes actions au niveau militaire contre le Hezbollah ou les autres organisations liées à l'Iran. Voilà maintenant près de deux mois qu'on entend parler d'une opération visant à faire entrer les soldats syriens dans la banlieue sud de Beyrouth. Mais il est difficile de prévoir exactement les événements futurs : trop de facteurs entrent en ligne de compte. Tout est possible, surtout dans une année aussi décisive que 1988, car les élections vont être très importantes pour les années qui viennent. Or, toutes les parties en présence veulent que le résultat de ces élections serve au mieux leurs intérêts.

■ *Quelle fut l'activité des GCR pendant toute cette période de mobilisation ?*

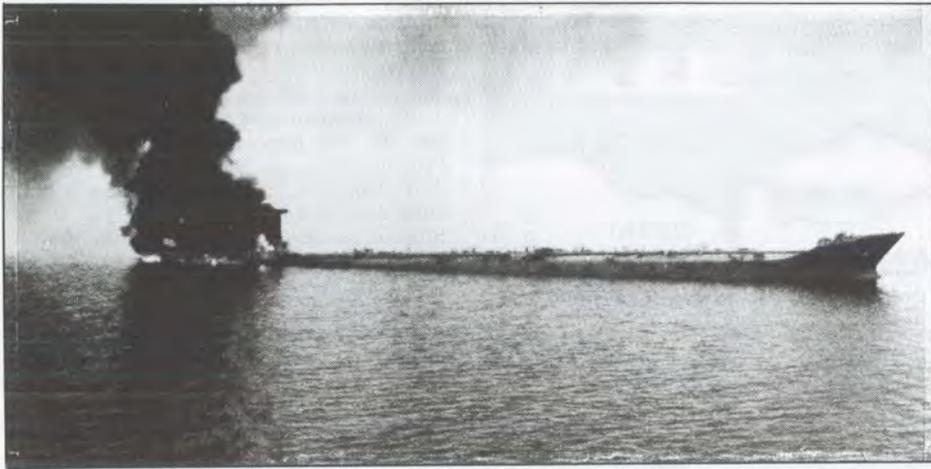
- Il faut rappeler que nous sommes un petit groupe dans une situation très difficile. Notre influence est, de ce fait, très limitée. Lors de la manifestation du 9 novembre à laquelle nous participions, nous avons distribué, à plusieurs milliers d'exemplaires, un tract signé en commun avec un autre groupe d'extrême-gauche, l'Organisation des socialistes révolutionnaires (OSR). Nous y avançons un certain nombre de revendications, telles l'échelle mobile des salaires, la nationalisation des banques et du commerce extérieur.

■ *Quelles sont vos perspectives pour l'année qui vient ?*

- Nous envisageons actuellement les moyens d'intervenir dans cette crise économique, qui a pris une dimension nouvelle depuis quelques mois. Nous discutons également avec l'OSR, pour essayer de parvenir à un travail commun qui, en unifiant nos forces, nous permettrait de peser plus lourd sur la situation. ■

Propos recueillis
par Arlane Merril ;
23 novembre 1987





MOYEN-ORIENT

L'impérialisme et la guerre du Golfe

UNE FORMIDABLE ARMADA impérialiste croise dans les eaux du Golfe arabo-persique et à ses abords, dans le cadre d'une coordination navale d'ampleur inégalée depuis la dernière guerre mondiale : près de soixante navires, dont trois porte-avions, appartenant aux flottes des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, sans oublier les dragueurs de mines belges et hollandais. A cette concentration, s'ajoute la contribution indirecte de la marine ouest-allemande déployant des bâtiments en mer Méditerranée (1), pour remplacer les unités de la sixième flotte US détachées auprès de la force d'intervention.

Salah JABER

QUELLE EST DONC la raison de ce branle-bas de combat généralisé ?

Qu'est-ce qui motive cette agglutination de machines de guerre flottantes, dont le coût pour la seule marine américaine se monte à un million de dollars par jour ?

Serait-ce l'assistance à des populations en péril ? Serait-ce la cessation d'une guerre qui, en sept ans, a tué largement plus qu'un million de personnes ?

Assurer la "liberté de navigation"

Nenni ! Il ne faut pas prendre les armées impérialistes pour des armées du salut. Elles ne sauraient servir d'autre maître que le grand capital. Or, dans le cas présent, le souci premier des métropoles impérialistes est d'assurer la "liberté de navigation" dans le Golfe, menacée par les débordements du conflit entre l'Irak et l'Irak. En d'autres termes, leur souci majeur est d'empêcher une interruption des exportations pétrolières en provenance du Golfe ainsi que des importations de ses pays riverains, qui pourrait avoir de graves répercussions sur l'équilibre du marché mondial. Par ailleurs, ce déploiement de forces a pour effet complémentaire de con-

forter les monarchies pétrolières arabes, étroitement liées à l'économie des pays impérialistes, et dont la stabilité s'est trouvée plus que jamais menacée, cette année, par les retombées de la guerre entre leurs deux voisins. Le 23 septembre 1980, au lendemain même du déclenchement de l'effroyable carnage irako-iranien, les neuf pays alors membres de la CEE - dont les six principaux participent aujourd'hui à l'effort militaire en cours - soulignaient dans une déclaration commune : " l'importance capitale que revêt, pour la communauté internationale tout entière, la liberté de navigation dans le Golfe, à laquelle il est impératif de ne porter aucune atteinte". C'était là, en termes à peine voilés, l'expression du cynisme sordide des gouvernements impérialistes à l'égard d'une guerre qu'ils contribueront grandement à alimenter jusqu'à ce jour.

D'emblée, la limite était fixée : ne porter aucune atteinte au trafic maritime desservant les ports des pays riverains du Golfe, non-belligérants. Implicitement, et à plus forte raison, ces pays ne devaient pas être agressés. En deçà de cette limite, Irakiens et Iraniens pouvaient s'entre-tuer à cœur joie. Il n'était pas proclamé, bien sûr, mais non moins pensé, que plus le conflit durerait, mieux cela vaudrait pour les intérêts impérialistes. Et c'est, en effet, à plus d'un titre que la prolongation de la guerre Iran-Irak a profité jusqu'à présent à ces intérêts : aussi bien du point de vue

de l'économie que de celui de la politique. Commençons par le portefeuille, puisque c'est de ce côté là que bat le cœur des Etats concernés. Les représentants du capital financier planétaire ont eu trois raisons économiques majeures de se réjouir des sept ans de carnage entre les deux belligérants du Golfe : la première est relative au marché pétrolier mondial et, partant, à la santé globale du système économique impérialiste ; la seconde se rapporte au marché de l'armement ; la troisième a trait aux perspectives de l'après-guerre.

Le "pourvu que ça dure" des milieux pétroliers

En désorganisant la production pétrolière de l'Irak (tombée de 6 millions de barils par jour en 1978 à 3,5 millions de b/j environ après le renversement du Chah) et en menaçant la stabilité des pays voisins, qui constituent ensemble, et de loin, le principal fournisseur en pétrole de l'Europe capitaliste et du Japon, la "révolution islamique" avait provoqué une panique sur le marché pétrolier mondial, d'autant plus grave qu'elle survenait à un moment où les stocks des pays impérialistes étaient au plus bas. Il en résulta ce qui fut qualifié de "second choc pétrolier", par référence au précédent qui s'était produit dans la foulée de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Les prix du pétrole doublèrent entre janvier 1979 et février 1980 et poursuivirent leur hausse cette année-là, la spéculation aidant. L'effet prévisible de ce choc fut que les stocks se reconstituèrent jusqu'à saturation et que d'importantes mesures d'économie d'énergie furent réalisées dans les pays consommateurs (2), tandis que la production mondiale de pétrole montait en flèche, les taux de rentabilité fortement accrus permettant l'exploitation de gisements jusque-là délaissés et favorisant, du même coup, l'exploitation de sources d'énergie de substitution au pétrole. Il ne fallait pas être grand gourou pour prévoir que les éléments combinés de cet embrasement allaient produire un puissant retour de flamme.

De fait, dès 1980, les experts financiers et pétroliers s'inquiétaient de l'ampleur que pouvait atteindre une dégringolade des prix du pétrole qu'ils savaient inéluctable, et d'autant plus risquée que l'ascension des prix avait été fulgurante et que les prévisions pour la nouvelle décennie envisageaient, à juste titre, un excédent permanent de l'offre sur la demande. L'intérêt du système impérialiste exigeait l'interruption de ce mouvement de yo-yo et la stabilisation à long terme des prix à un niveau permettant de maintenir la rentabilité des productions de pétrole de la mer du Nord et des Etats-Unis.

Il était donc impérieux d'amortir la chute des cours jusqu'à leur niveau optimal. De ce point de vue, la guerre entre l'Irak et l'Irak ne pouvait éclater à un moment plus opportun : déclenchée en septembre 1980, elle accroîtra inévitablement la hausse des prix par effet de panique, dans un premier temps assez bref, de sorte que le renchérissement du pétrole (brut de référence) avoisinera les 160% au total à son apogée en 1981, par rapport au début de 1979.

1) C'est la première fois, depuis Hitler, que des bâtiments de la marine ouest-allemande quittent la zone Baltique-mer du Nord.

2) Ainsi, par exemple, les importations pétrolières nettes de la France passèrent de 118 millions de tonnes en 1979 à 69 millions en 1982 !



Mais dès l'automne 1981, la baisse des cours du pétrole, dont les prémices étaient apparues en 1980, enclenchait son mécanisme inexorable.

Le bonheur des producteurs de pétrole...

Sans la guerre qui réduisit, en 1981, la production iranienne de pétrole à 1 million de b/j et la production irakienne à moins encore (contre près de 3,5 millions de b/j en 1979) - soit une réduction globale de 5 millions de b/j, plus du quart de la production de l'OPEP à la même période ! - la baisse aurait pris des allures d'effondrement. C'est-à-dire qu'il se serait produit un dérapage des prix semblable à celui que provoqua l'Arabie Saoudite en 1986, dans le cadre de la guerre des cours et des quotas de production, à cette différence près que le processus aurait alors été incontrôlé et donc infiniment plus dangereux (3) et plus difficile à juguler.

De 1981 à la fin de 1986, une cessation des hostilités entre l'Iran et l'Irak aurait eu un effet catastrophique sur le marché pétrolier, par un accroissement brusque des exportations des deux pays dans un contexte de pléthore mondiale (nous expliquerons plus loin pourquoi ce risque est beaucoup plus réduit aujourd'hui).

C'est cette crainte que décrivait Véronique Maurus, la spécialiste des affaires pétrolières du journal *Le Monde*, dans un article publié dans le numéro daté des 23-24 septembre 1984 sous un titre on ne peut plus éloquent : "Le discret" "Pourvu que ça dure !" des milieux pétroliers".

"Certains parleront de cynisme", écrivait la journaliste. "Pourtant force est de constater que la principale crainte des opérateurs pétroliers - et de nombreux pays producteurs, - quatre ans après le début de la guerre Iran-Irak, est... la fin éventuelle d'un conflit dont tout le monde a appris à s'accommoder, et qui, dans une certaine mesure, arrange bien les choses, en gelant durablement une part des capacités de production". (4)

L'intérêt de la guerre entre l'Iran et l'Irak pour les principaux marchands de canons de la planète n'est pas à démontrer. Deux estimations récentes évaluent les dépenses en équipements militaires des deux

pays, depuis le début de la guerre, à 30 et 38 milliards de dollars pour l'Iran, 40 et 45 milliards pour l'Irak. Un rapport plus précis, publié cette année par l'Agence pour le désarmement et le contrôle des armements, dont le siège est à Washington, donne les chiffres suivants pour la période 1981-1985 : Bagdad aurait importé pour 23,9 milliards de dollars d'équipements militaires, contre 6,4 milliards pour Téhéran.

Pour la période envisagée, l'Irak a donc été le premier importateur d'armes au monde, dépassant de beaucoup les 15 milliards de dollars de l'Arabie Saoudite qui vient en deuxième position. La frénésie d'achats militaires déclenchée par la guerre du Golfe, s'ajoutant au conflit israélo-arabe, a grandement élargi la part déjà considérable du Moyen-Orient dans les importations mondiales d'armement. Le rapport de l'Agence affirme que cette part a atteint le niveau extraordinaire de 49% pour les cinq années considérées !

...et celui des marchands de canons

Près de 40 pays sont impliqués, à des degrés divers, dans des ventes d'équipements militaires à l'un ou l'autre des belligérants du Golfe - ou aux deux simultanément, ce qui est le cas de la plupart. Ce sont aussi bien des Etats ouvriers bureaucratiques que des Etats impérialistes ou capitalistes dépendants : l'URSS et les pays d'Europe orientale, les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale, la Chine, la Corée du Nord, Israël, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, l'Egypte, la Syrie, la Libye, le Brésil, etc. Les pays impérialistes ayant tous décrété, depuis le début du conflit, des embargos sur les livraisons de matériel militaire aux deux belligérants, - embargo parfois partiel (armement "offensif" et d'importance "stratégique", dans le cas de la Grande-Bretagne) ou partiel (envers l'Iran uniquement, dans le cas de la France) - une partie de l'immense iceberg du trafic international d'armes en direction de l'Irak et, surtout, de l'Iran a récemment émergé sous forme de "scandales", dans la foulée de celui des livraisons d'armes américaines à l'Iran, le fameux "Irangate" : Luchaire, en France ;

Borletti, en Italie ; le bureau d'achat iranien, à Londres ; Messerschmitt, en RFA ; Noricum, en Autriche ; Bofors, en Suède ; la filière de Zeebrugge, en Belgique ; etc.

L'armement fourni par l'URSS constitue, de très loin, la majeure partie de l'armement irakien, y compris plus de 75% de l'aviation et la quasi-totalité des 5 000 chars dont dispose Bagdad. Ce fait place Moscou en tête des marchands de canons ayant fait leur beurre avec la guerre du Golfe. La vente de matériel militaire conventionnel, une des rares industries mondialement compétitives de l'URSS, permet ainsi d'amortir partiellement les dépenses militaires de la bureaucratie soviétique face aux puissances impérialistes.

Une aubaine pour l'impérialisme français

Tout est ici lié : une certaine conception stalinienne de la défense de l'URSS, qui implique d'énormes dépenses et passe par la recherche de clients et alliés bourgeois dans le Tiers monde. Le seul paradoxe est que les pétro-dollars des clients traditionnels des impérialismes américain et britannique auront alimenté en partie, ces dernières années, l'industrie militaire soviétique : les monarchies pétrolières du Golfe, et notamment la monarchie saoudienne, ont versé, en effet, plusieurs dizaines de milliards de dollars - les estimations varient beaucoup, mais la réalité se situe certainement au-dessus de 50 milliards de dollars de dons et prêts - au régime irakien qui, sinon, aurait depuis longtemps été acculé à la reddition, faute de moyens financiers pour poursuivre la guerre. Les fournitures de Moscou à l'Irak ne sont cependant pas dénuées de toute "éthique" politique. Ainsi, du début des hostilités en 1980 jusqu'à la retraite irakienne en 1982, c'est-à-dire tant que les troupes de Bagdad occupaient une superficie importante du territoire iranien, les livraisons d'armes soviétiques à ces dernières furent interrompues. C'est dans cette brèche-là que s'est engouffrée l'industrie militaire de l'impérialisme français, déjà deuxième fournisseur d'armes de l'Irak, après Moscou, avant le déclenchement de la guerre du Golfe.

Selon Jacques Isnard, spécialiste des questions militaires du journal *Le Monde* (29 juillet 1987), les transactions d'armement entre la France et l'Irak se sont élevées à environ 50 milliards de francs français entre 1980 et 1982. "Au point que certaines usines, notamment dans l'industrie des missiles tactiques, ont travaillé au niveau de 40 à 50% de leur production annuelle au profit des seuls besoins de l'armée de terre irakienne". (5).

3) Le dérapage relativement bien contrôlé de 1986 n'en coûtait pas moins son poste au "pilote" l'ex-ministre saoudien du pétrole, Ahmed Zaki Yamani. Par ailleurs, le fait que ce dérapage ait pu avoir lieu à un moment où la "guerre des pétroliers" dans le Golfe battait son plein montre bien à quel point l'excédent mondial de l'offre sur la demande est actuellement le facteur dominant.

4) Ajoutons subsidiairement que les attaques de navires dans le nord du Golfe ont paradoxalement profité aux armateurs ! Dans un contexte de surcapacité endémique de la flotte pétrolière mondiale depuis plusieurs années, la possibilité de se débarrasser de quelques navires, tout en étant dédommagé par les assureurs, a été fort appréciée. D'autant plus que la hausse des primes d'assurance est compensée par les ristournes consenties à ce titre aux importateurs par le pays exportateur.

5) Ce qui n'a pas empêché le gouvernement français de "fermer les yeux" sur des ventes d'armes françaises à l'Irak, dont le demi-million d'obus de 155 mm livrés par la société Luchaire à l'armée de Téhéran, entre 1982 et 1985.

Quant à l'armement de l'Iran, il est en majeure partie de fabrication américaine, les marchands de canons des Etats-Unis ayant été, de loin, les principaux bénéficiaires des fabuleux contrats d'armement dus à la folie des grandeurs du Chah d'Iran, avant son renversement en 1979.

Depuis, et notamment après le déclenchement de la guerre avec l'Irak en 1980, jusqu'en 1986, année où éclate le scandale de l'Irangate et où les actions terroristes organisées par Téhéran au Liban et en France atteignent leur comble, l'Iran aurait reçu 40% de ses armes d'Europe occidentale, selon Les Aspin, président du Comité des Services armés de la Chambre des représentants des Etats-Unis, cité par *Newsweek* (21 septembre 1987). Si l'on ajoute à cette part majeure, les armes et pièces de rechange américaines et israéliennes fournies par Israël à l'Iran (6), ainsi que les livraisons américaines directes et semi-directes (via Israël) de 1985-86, révélées au grand jour par l'affaire Iran-Contra, et dont l'importance militaire a été décisive (7), il apparaît que le "camp impérialiste" a été la source majoritaire de l'approvisionnement de l'effort de guerre iranien jusqu'en 1986.

"La cupidité a horreur du vide"

Depuis la fin de la même année, cette part a considérablement baissé, les multiples embargos ayant été nettement renforcés alors que les "scandales" éclataient en chaîne. Selon le même Aspin, la Chine et la Corée du Nord fournissent actuellement 65% des importations iraniennes d'armement. Le reste est assuré par les marchands de canons du "Tiers monde", ainsi que par les trafiquants internationaux dont le rôle est précisément de contourner les embargos. Comme le dit si bien l'article cité de *Newsweek* : "la cupidité a horreur du vide" !

Reste le formidable marché que constitueront les deux pays belligérants pour les industries civiles des pays impérialistes, une fois la guerre terminée. Sur fond de crise de surproduction mondiale, dont le récent krach boursier est le plus récent avatar (8), le plus spectaculaire aussi, c'est

Il faudra bien un jour reconstruire... (DR)

là une des parades les plus classiques dont dispose l'impérialisme. Comme l'écrivaient Marx et Engels, il y a 140 ans : "Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens" (*Manifeste Communiste*).

La manne future

Les dizaines de milliards de pétrodollars versés dans la besace des économies impérialistes pour l'achat d'armes, en sept ans de guerre, n'offrent qu'un avant-goût de la manne qui gonflera cette même besace lorsque l'Iran et l'Irak s'attelleront à leur reconstruction. Alors que les capacités d'absorption d'équipements d'infrastructure des pays pétroliers les plus riches, et généralement les moins peuplés, ont atteint ces dernières années leur niveau de saturation, le fait que deux pays parmi les plus peuplés du même peloton - donc ceux qui disposent des capacités d'absorption les plus grandes - se soient détruit mutuellement une part considérable de leurs investissements des années du premier boom pétrolier (1974-1978) est, sans nul doute, une excellente chose pour les principaux exportateurs impérialistes.

En mai 1987, soit avant l'accès de rage destructrice manifesté par les deux belligérants au cours de ces derniers mois, un expert estimait que "les coûts de réparation dans l'infrastructure économique des deux pays pourraient s'élever à quelque 50 milliards de dollars pour l'Iran et à 35 milliards pour l'Irak" (9). Si l'on ajoute à ces "coûts de réparation", les plans de développement des deux pays, interrompus par la guerre dans le cas de l'Irak et par la révolution khomeiniste dans le cas de l'Iran, on arrive à un marché global se montant à environ 200 milliards de dollars d'ici la fin du siècle, dans l'hypothèse d'une fin prochaine de la guerre.

L'attitude des puissances impérialistes à l'égard du conflit est d'ailleurs, dans une large mesure, déterminée par des calculs

économiques portant sur l'après-guerre. Des deux belligérants,

l'Iran est le client potentiel le plus intéressant : 45 millions d'habitants et 1 648 000 km² de superficie contre 15 millions d'habitants et 435 000 km² pour l'Irak ; une dette extérieure négligeable contre une dette astronomique pour Bagdad ; des réserves pétrolières qui sont les plus importantes du Golfe après celles de l'Arabie Saoudite, et représentent près du double de celles de l'Irak, elles-mêmes considérables ; enfin, d'énormes réserves de gaz naturel. Ce qui explique la bienveillance manifestée à l'égard de Téhéran par la RFA et le Japon, qui étaient déjà des fournisseurs patentés du Chah d'Iran (ainsi que de l'Irak), et sont restés en tête des fournisseurs civils de l'Iran khomeiniste, rejoints par l'Italie. Idem pour la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que Téhéran en vienne à menacer, cette année, ses clients prioritaires, les monarchies pétrolières du Golfe.

L'importance du marché iranien a, en outre, été une considération majeure, s'ajoutant aux considérations d'ordre stratégique et politique, motivant les démarches courtoises de Washington auprès de Téhéran, jusqu'à l'Irangate. Les Etats-Unis étaient, avant 1979, le principal fournisseur de l'Iran.

La contribution des monarchies pétrolières

Si l'Iran est certainement le client potentiel le plus prometteur, l'Irak n'en demeure pas moins un marché futur très important, bien qu'hypothéqué par la lourde dette qu'il a accumulée envers ses bailleurs de fonds arabes. Or, il est quasiment certain que les prêts arabes à Bagdad, et non seulement les dons, ne seront jamais remboursés, mais plutôt considérés comme une participation financière des monarchies pétrolières à l'effort de guerre d'un Irak qui leur rappelle sans cesse, et à juste titre, qu'il est leur principal rempart contre le déferlement khomeiniste.

Après tout, ces monarchies ont également versé des milliards de dollars de dons à la Syrie, au titre d'un effort de guerre contre Israël dans lequel leurs intérêts réels ne sont nullement en jeu. Elles ont même été jusqu'à proposer à plusieurs reprises, depuis 1982, de verser des dédommagements



6) Un pont aérien a été établi entre Israël et l'Iran, via la Turquie, à partir de 1981. D'autre part, selon le quotidien israélien *Haaretz*, cité par Amnon Kapéliouk dans *Le Monde Diplomatique* d'octobre 1987, un important trafic a relié le port israélien d'Eilat au port iranien de Bandar-Abbas.

7) "Le sénateur démocrate Wright affirme que 2008 missiles antitanks TOW et 253 batteries antiaériennes Hawk ont été livrés, parmi d'autres armes et pièces détachées. Le potentiel aérien (Donnell Douglas F4 remis en état de marche) et antiaérien de l'Iran a donc été considérablement renforcé..." (*Politique Etrangère*, été 1987). Les experts militaires s'accordent généralement pour reconnaître que les missiles Tow et Hawk fournis par les Etats-Unis à l'Iran ont grandement contribué aux succès remportés par l'armée de Téhéran en 1986 (prise du port irakien de Fao) et au début de 1987. "L'Irak a perdu 10% de ses forces aériennes au cours des deux derniers mois et les environs de la ville de Bassorah sont jonchés de centaines de chars irakiens détruits, a affirmé jeudi 19 février un représentant américain de retour d'Irak. M. Robert Torricelli, représentant démocrate du New-Jersey a, d'autre part, déclaré que les armes américaines fournies à l'Iran en 1986 avaient eu un "impact spectaculaire" sur le déroulement du conflit irano-irakien... Les Irakiens "ont perdu leur seul avantage dans les combats", a déclaré M. Torricelli à propos des pertes de l'aviation irakienne..." (*Le Monde* du 21 février 1987).

8) Cf. l'exposé d'Ernest Mandel publiée dans *Inprecor* numéro 253 du 16 novembre 1987.

9) G. Salamé, dans *Politique Etrangère*, déjà cité.

10) Le chiffre de 50 milliards de dollars a été cité à ce propos, en 1985.

à l'Irak (10), en échange de la cessation des combats. Par ailleurs, si la guerre venait à prendre fin sans un démantèlement de la force armée irakienne, celle-ci constituerait la plus forte des armées arabes (11) - position qui lui vaudrait non seulement l'annulation de ses dettes arabes, mais aussi, très probablement, l'obtention de nouveaux dons et prêts au titre de la reconstruction.

C'est sur cette issue là qu'a misé l'impérialisme français, qui s'est hissé à la faveur de la guerre au rang de premier partenaire occidental de l'Irak (12), au nom d'une certaine politique gaulliste de flatterie des pays arabes, valant à la France une présence sur leurs marchés sans commune mesure avec sa présence sur le marché iranien, même du temps du Chah. L'impérialisme français est allé jusqu'à octroyer des prêts à l'Irak - à hauteur de 6 milliards de dollars, dont une moitié de créances civiles. Les calculs de Paris et l'engrenage implacable qui en a résulté l'ont même amené en 1983, année la plus critique pour Bagdad, à prêter à l'armée irakienne cinq avions d'attaque Super-Etendard prélevés dans l'équipement de la marine française ! Les prises d'otages et attentats terroristes "inspirés" par Téhéran contre Paris ne sont que la rançon de cet engagement français aux côtés de l'Irak.

Washington et l'armée iranienne

Les intérêts économiques bien compris du capital financier mondial - s'ils constituent une dimension fondamentale de son attitude consistant à alimenter de fait la guerre Iran-Irak, pendant plus de six ans - ne sauraient être déterminants en soi, indépendamment des considérations stratégiques et politiques, qui sont elles-mêmes l'expression concentrée des intérêts économiques les plus globaux.

Ainsi, une guerre entre deux riches partenaires de l'impérialisme mondial (par exemple, entre l'Iran du Chah et l'Arabie Saoudite) aurait pu comporter les mêmes avantages économiques pour lui, tout en étant désastreuse au regard de la stabilité de son hégémonie sur les deux pays et du rapport régional et global entre l'impérialisme et l'ensemble des forces qui lui sont opposées, dont particulièrement l'URSS.

C'est l'impérialisme américain, clef de voûte du système militaire de l'impérialisme mondial, qui définit les considérations stratégiques et politiques prioritaires dans pareils cas, notamment quand il s'agit de régions de sa zone d'intervention directe (13).

Comment, de ce point de vue là, la guerre du Golfe et sa prolongation ont-elles servi les desseins de Washington ? Du côté iranien, d'abord. L'offensive irakienne de septembre survint à point nom-



mé pour les Etats-Unis, dont l'hégémonie sur l'Irak était en pleine débâcle depuis la révolution de février 1979, et qui étaient confrontés de surcroît, depuis novembre 1979, au problème de l'occupation de leur ambassade à Téhéran, avec la séquestration de leur personnel diplomatique. L'opération américaine de Tabas, visant, en avril 1980, la libération des otages du "nid d'espions", avait lamentablement échoué.

Or, le principal résultat que Washington pouvait escompter de la pénétration des troupes irakiennes en territoire iranien, au-delà d'un renversement bien hypothétique du régime de Khomeiny (14), était la réactivation de la dépendance iranienne envers les Etats-Unis. La pièce maîtresse de cette dépendance n'était pas l'économie (15), mais bien l'armée construite par le Pentagone pour le Chah et dont Khomeiny avait hérité.

Dès 1978, quand la faillite politique du Chah était devenue manifeste, Washington avait placé l'armée impériale au centre de sa stratégie iranienne (gouvernement militaire du général Azhari, en novembre 1980). Elle y est restée depuis. Dès février 1979, l'armée a été le terrain sur lequel un compromis était réalisé entre Washington et Khomeiny : les deux parties partageaient le même souci de sauver l'armée de l'éclatement qui la menaçait (16).

Jusqu'à l'affaire de l'ambassade, l'ad-

ministration Carter avait fourni des pièces de rechange à l'armée iranienne pour sa guerre contre les Kurdes. L'invasion irakienne allait ensuite donner à ladite armée l'occasion de se ressaisir et de redorer son blason, tandis que le régime islamique faisait libérer et réintégrer les officiers de l'armée du Chah, "purgés" dans la foulée de la révolution de février.

Les banques et les otages

"En octobre 1980, un mois après le début des hostilités, Washington, informait le gouvernement iranien qu'il était prêt à le soutenir, à lever les sanctions et à lui fournir des armes et des pièces de rechange en contrepartie du retour des otages." (17).

De fait, si le retournement spectaculaire de Téhéran auquel pouvait rêver Carter n'eut pas lieu, il n'en demeure pas moins que l'affaire de l'ambassade se dénoua, en janvier 1981, dans des conditions qui, avant septembre 1980, semblaient inespérées et qui firent le bonheur des grandes banques américaines. *Business Week* jugeait éloquentement, dans son numéro du 2 février 1981, que "mis à part les otages, les banques sont apparues comme les principales bénéficiaires du règlement", au point que la revue citait un officiel de l'administration sortante suggérant que ces dernières avaient "finalement profité de la prise d'otages"!

En réalité, la principale contrepartie américaine de ce règlement, sans laquelle il paraît absurde, était gardée secrète dans l'intérêt des deux parties : c'était le feu vert donné par Washington à Israël pour les livraisons d'armes et de pièces de rechange américaines, à Téhéran, via la Turquie (18), livraisons d'une importance vitale pour une armée iranienne équipée et formée par les Etats-Unis.

11) L'armée irakienne a été considérablement renforcée et aguerrie, en sept ans de combats contre un adversaire en sumobré.

12) Troisième avant la guerre, après le Japon et la RFA. Voir plus haut au sujet des ventes d'armes françaises à Bagdad.

13) Auxquelles correspondent les six grands commandements militaires du Pentagone, dont le CENTCOM (Central Command) chargé du "croissant de crise" qui va du Pakistan à la Somalie en passant par l'Egypte.

14) Washington ne pouvait ignorer qu'en septembre 1980, aucune force réactionnaire à Téhéran n'était en mesure de se substituer, à court terme, au régime islamique. D'ailleurs, loin de provoquer un renversement de celui-ci, l'invasion irakienne allait servir au plus haut point son renforcement, par l'élimination de tous ses adversaires réels ou potentiels.

15) Le facteur pétrole octroie, en ce domaine, une marge d'autonomie appréciable, permettant à un Kadhafi, par exemple, de subsister.

16) De très nombreux récits et témoignages confirment même que ce compromis avait été directement négocié.

17) Chapour Haghghat, "Iran, la révolution islamique", éd. Complexe, Bruxelles, 1985, p. 190.

18) L'écrasement d'un avion cargo en Turquie, en juillet 1981, dévoila le pot aux roses.

Outre ses calculs quant au rôle futur de cette dernière, le gouvernement américain trouvait une justification de son attitude de complicité tacite avec l'Iran en guerre, dans sa convergence avec le régime de Khomeiny sur le terrain de l'anti-communisme et de l'hostilité à l'URSS, considération majeure pour les stratèges de Washington. Les deux parties soutenaient les Moudjahidins afghans contre les troupes de Moscou et de Kaboul. Dès 1981, le parti Toudeh, communiste pro-soviétique, était contraint de passer à la clandestinité en Iran. La reprise des livraisons d'armes soviétiques à Bagdad, à partir de 1982, allait confirmer cette tendance.

A l'ombre de l'Irangate

En février 1983, sur la base de renseignements transmis par les services britanniques (19), l'infrastructure du Toudeh fut détruite, ses dirigeants arrêtés, ainsi que des centaines de personnes, tandis que 18 diplomates soviétiques en poste à Téhéran étaient expulsés. La complicité tacite et inavouée de Washington avec l'Iran (20) a, bien sûr, connu des hauts et des bas de 1981 à 1986. La principale phase de tension entre les deux parties, au cours de cette période, s'est située entre octobre 1983 et la fin de 1984 : destruction du QG des *marines* à Beyrouth et recrudescence des activités et prises d'otages organisées ou "inspirées" par Téhéran; "Opération Staunch" lancée par Washington, en janvier 1984, pour bloquer les ventes d'armes par ses alliés à l'Iran; transgression par ce dernier pays, en mai, de la limite mentionnée au début de cet article - en riposte aux attaques irakiennes contre son commerce maritime, Téhéran fera donner ses Phantoms F-4 contre des navires desservant les ports du Koweït et de l'Arabie saoudite; enfin, en juin, intervention fortement dissuasive de l'aviation saoudienne - il serait plus exact de dire : l'aviation saoudo-américaine - contre l'aviation iranienne. Une trêve entre les deux parties suivra cette escalade et débouchera, à partir du printemps 1985, sur la reprise de plus belle de leur collaboration inavouée : c'est l'épisode qui aboutira au scandale de l'Irangate, à l'automne 1986. La politique pratiquée par le groupe CIA-NSC (21) de Casey, Mac Farlane, Poindexter et North, avec la bénédiction de Reagan, n'était nullement dictée par le souci humanitaire

d'obtenir la libération des otages américains détenus au Liban; c'était bien la suite conséquente de la ligne de conduite inaugurée peu après l'invasion irakienne de septembre 1980 et décrite plus haut.

Cette ligne, qui consiste à miser sur l'ex-armée impériale, a toujours ses défenseurs dans l'establishment américain et parmi les réactionnaires iraniens. Interrogé par *Newsweek* (16 mars 1987) sur l'opportunité d'une poursuite des relations entre Washington et Téhéran, Ali Pahlavi, le neveu du défunt Chah, faisait cette réponse lucide : "C'est dans les intérêts américains de continuer à fournir des pièces de rechange à l'Iran, pas pour sortir les otages du Liban, mais pour soutenir la seule institution en Iran qui est encore du côté du monde libre : les forces armées iraniennes."

Si l'offensive de l'Irak contre l'Iran, en septembre 1980, survint à point nommé pour Washington, c'était essentiellement, comme nous l'avons expliqué, parce qu'elle permettait de réactiver la dépendance militaire de Téhéran à son égard; d'où les offres de soutien faites, immédiatement après, par Washington au régime islamique. Sans comprendre cela, il est impossible de saisir la cohérence profonde de la politique américaine, qui apparaissait alors comme totalement absurde.

Le rôle de l'Irak

C'est là un aspect majeur de l'inconsistance d'une certaine vision manichéenne et superficielle, selon laquelle l'Irak aurait agi en service commandé pour le compte des Etats-Unis, qui auraient souhaité qu'il l'emporte. Cette vision est totalement déphasée par rapport aux faits les plus têtus : le rôle de Washington dans l'armement de l'Iran et celui de Moscou dans l'armement de l'Irak. En fait, l'impérialisme américain ne souhaitait pas plus une victoire de ce dernier pays en 1980-82, qu'il ne souhaite aujourd'hui une victoire de l'Iran. L'attitude de Washington a été très bien résumée par Kissinger qui affirmait, au début de 1984, que l'issue idéale pour les Etats-Unis serait que les deux belligérants soient perdants ! A quoi faisait écho, encore récemment, le ministre israélien de la Défense, Ytzhak Rabin, déclarant : "Israël aspire à ce qu'il n'y ait pas de vainqueur dans cette guerre" (22). Quand

on sait l'importance stratégique de l'Iran dans le dispositif antisoviétique de l'impérialisme américain, alors que Saddam Hussein, le dictateur irakien, se prononçait publiquement à deux reprises, en novembre 1980 (23), pour le démembrement de l'Iran et l'autogouvernement de ses différentes minorités, il coule de source que "les Etats-Unis n'ont jamais espéré la victoire décisive de l'Irak. La disparition du régime islamique ne se ferait pas nécessairement dans un sens qui leur serait favorable" (24).

Une défaite de l'Iran risquerait d'attiser les révoltes des minorités, de provoquer une guerre civile et, pire encore, de conduire au démembrement de l'Iran" (25).

Mais outre la profonde différence des intérêts américains et irakiens - déduire de l'opportunité évidente du déclenchement de la guerre par l'Irak, en septembre 1980, pour les intérêts américains, l'identité de ceux-ci avec ceux de l'agresseur est une erreur de logique tout à fait élémentaire - et les espoirs fondés par Washington sur l'ex-armée du Chah, les Etats-Unis souhaitaient que la guerre se prolonge et que l'Irak s'y enlise pour des raisons se rapportant également à ce dernier pays. En effet, de 1971 à 1975, la fraction baassiste (26) au pouvoir à Bagdad avait mené une sur-renchère véhémement par rapport à ses rivaux syriens, dans l'opposition à l'impérialisme, au sionisme et à la réaction arabe. L'Irak avait signé, en 1972, un "traité d'amitié et de coopération" avec l'URSS, tandis qu'un pacte puis un front étaient établis entre le Baas et le Parti communiste irakien, dont deux dirigeants siègeront au gouvernement jusqu'en 1979. Par ailleurs, l'Irak avait parrainé le "Front du refus" palestinien, fondé en 1974 contre les perspectives de règlement négocié israélo-arabe. Si, en 1975, face à la pression militaire kurde, soutenue par le Chah d'Iran, Israël et les Etats-Unis, le régime de Bagdad avait mis un genou en terre et modéré sa politique arabe, ce n'était pas pour se ranger derrière les alliés de Washington dans la région. Saddam avait besoin d'un répit pour consolider sa dictature personnelle et éliminer tous ses rivaux et ennemis : Kurdes, communistes, intégristes chiites, et même baassistes (27). L'am-



19) Grâce à la défection du vice-consul soviétique à Téhéran.

20) Prisonnier de sa propre idéologie et des sentiments de sa clientèle populaire, ainsi que de ceux des larges masses iraniennes, le régime khomeiniste a constamment maintenu un discours de façade violemment anti-américain, auquel les Etats-Unis ont répondu du pareil au même. A ceux qui prendraient encore ces échanges d'invectives pour l'expression de la politique réelle des deux gouvernements, rappelons que le discours antisioniste, voire anti-juif, du régime iranien, qui est non moins violent que son discours anti-américain, n'a pas empêché la longue collaboration que l'on sait entre Israël et l'Iran des ayatollahs.

21) NSC : Conseil national de sécurité.

22) Discours au Washington Institute for Near East Policy, le 13 juillet 1987 - cité par A. Kapeliouk dans *Le Monde diplomatique*, déjà cité.

23) Conférences de presse des 12 et 27 novembre 1980.

24) Au cours des premiers mois de la guerre, quand l'Irak avait le dessus et que la gauche iranienne semblait être la principale candidate à la prise du pouvoir à Téhéran.

25) Chapour Haghghat, ouvrage déjà cité, p.190.

26) Du parti Baas, "Parti de la résurrection arabe socialiste" d'origine nationaliste-populiste, dont des fractions opposées gouvernent en Irak et en Syrie.

27) La rupture avec le PCI et sa liquidation dans le pays, en 1978-79, ne signifiait pas que Bagdad passait du côté américain, pas plus que la liquidation du Toudeh en 1983 n'a signifié l'alignement de Téhéran sur Washington, et d'autant moins que l'Irak maintenait fondamentalement ses rapports étroits avec l'URSS, malgré quelques tiraillements

bition de la bureaucratie bourgeoise nationaliste au pouvoir à Bagdad, amplifiée par la mégalomanie personnelle du tyran Saddam, restait de s'imposer comme force hégémonique régionale, en mettant à profit la forte hausse des revenus pétroliers survenue à partir de 1974. L'occasion lui en sera fournie par la visite du président égyptien Sadate en Israël, en 1977, et la mise en route du processus qui aboutira à la signature des accords de Camp David, en septembre 1978, par Israël, les Etats-Unis et l'Egypte. Ce dernier pays, longtemps leader régional, choisissait ainsi de s'isoler de la communauté des pays arabes.

Des alliés méfiants

L'Irak, qui, pendant cette période, achètera des armes pour quelques milliards de dollars, à l'URSS et, dans une moindre mesure, à la France, convoquera un sommet des chefs d'Etat arabes à Bagdad, en novembre 1978, qui dénoncera les fameux accords et mettra l'Egypte au ban. Simultanément, l'Irak conclura avec la Syrie un accord prévoyant la fusion des deux pays, accord qui sera rompu en juillet 1979, après avoir vivement inquiété les Etats-Unis et leurs alliés dans la région. L'affaiblissement, puis le renversement du Chah d'Iran, lèveront une lourde hypothèque sur le régime de Bagdad, lui permettant de reprendre sa surenchère anti-américaine et anti-sioniste.

Mais il se trouvera confronté, après février 1979, à l'avènement d'un pouvoir, à Téhéran, lui vouant une solide haine pour sa répression féroce du mouvement intégriste chiite irakien (28). La rébellion des minorités nationales, Kurdes, Arabes, Azerbaïdjanais, à partir du printemps 1979, l'aggravation des conflits politiques à Téhéran, et surtout le délabrement de l'armée iranienne et la rupture de son approvisionnement par la source majeure de son équipement, les Etats-Unis, à la suite de l'affaire de l'ambassade : tous ces éléments combinés décideront Saddam Hussein à lancer son armée contre l'Iran. Il visait à faire d'une pierre trois coups : réparer l'affront fait par le Chah en 1975 (29) ; se débarrasser et de Khomeiny et de l'Iran en tant que puissance régionale, en catalysant la décomposition du régime et du pays (30) ; renforcer ainsi, considérablement, ses prétentions à l'hégémonie régionale.

Aucun, nous disons bien aucun, de ces objectifs ne pouvait être partagé par Washington ; ils étaient même contraires à ses intérêts stratégiques. Si le gouvernement américain a néanmoins beaucoup apprécié l'initiative militaire irakienne, c'est comme nous l'avons expliqué, et par delà l'affaire épisodique des otages, parce qu'elle améliorerait les perspectives d'un rôle accru, sinon d'une prise du pouvoir, pour l'armée iranienne, filleule des Etats-Unis. En somme, ce que Washington escomptait de la guerre entre l'Irak et l'Iran se situait à l'opposé des objectifs de Bagdad : un pouvoir fort à Téhéran, plus à même de repousser l'invasion irakienne (31). C'est pour-



Les milices des pasdaran (DR)

quoi Washington souhaitait que la guerre durât ! L'enlèvement de l'armée irakienne, puis ses revers, avaient en outre pour effet d'obliger Bagdad envers les monarchies arabes du Golfe, celles-là mêmes que le régime baassiste cherchait à dominer auparavant. De même, ce dernier était inévitablement amené à courtiser Washington, tuteur des dites monarchies et détenteur des clés militaires de la guerre iranienne.

En 1984, en pleine phase de haute tension entre l'Iran et les Etats-Unis, l'Irak rétablira ses relations diplomatiques avec ceux-ci, rompues depuis juin 1967 (32) ! Les rapports entre les deux pays restent néanmoins empreints de défiance réciproque : de fait, en 1985-86, dans le cadre des tractations entre Washington et la fraction dominante à Téhéran avec la complicité des Saoudiens (33), des solutions de rechange à Saddam Hussein, satisfaisantes pour les trois parties, furent envisagées dans le cadre d'un règlement du conflit (34). Ceci confirme l'inquiétude des Saoudiens et des Américains, partagée et exprimée tout haut par les Israéliens, du rôle que pourrait jouer l'Irak si son armée n'était pas démantelée à l'issue du conflit, éventualité déjà évoquée dans cet article.

Pourquoi donc en 1987, soudain, il semble se dessiner un consensus entre les grandes puissances mondiales pour mettre fin à la guerre du Golfe ? Pourquoi, en particulier, l'impérialisme américain manifeste-t-il soudain un empressement à obtenir la cessation du conflit ? Pourquoi les grandes puissances ont-elles attendu jusqu'au 20 juillet 1987 - soit près de sept ans, un million de morts et des millions de blessés, d'handicapés, d'orphelins, de sans-abri, sans parler des dégâts matériels

déjà évoqués - pour obtenir à l'unanimité, au Conseil de sécurité de l'ONU, un texte qui "exige, comme première mesure en vue d'un règlement négocié, que l'Iran et l'Irak observent immédiatement un cessez-le-feu (...) et retirent sans délai toutes les forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues" ? Exigence qui aurait pu faire l'unanimité des dites grandes puissances à tout moment, depuis septembre 1980. Pourquoi le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, affirme-t-il soudain, ce même 20 juillet à l'ONU : "Le monde en a assez, il faut que la guerre s'arrête maintenant" ? La réponse se trouve dans les mêmes facteurs qui faisaient qu'auparavant, pour Shultz & co, il ne fallait pas que la guerre s'arrête.

Paix et pétrole

Sur le plan économique, d'abord. Au commencement, dans cette région du monde, était le pétrole : l'année 1986 aura été marquée par la guerre des prix, menée tambour battant par l'ex-ministre du pétrole saoudien, Ahmed Zaki Yamani, et qui lui a coûté son poste. Sur fond d'aggravation constante du déséquilibre structurel entre l'offre et la demande de pétrole au détriment des exportateurs - aggravation qui, soit dit en passant, ne peut que se poursuivre de plus belle, au regard de la récession qui se profile à l'horizon depuis le krach boursier - le ministre saoudien a voulu casser les prix en inondant le marché, de façon à en reconquérir une part importante et à obliger ses concurrents au sein de l'OPEP à plus de discipline. Sur ce dernier plan au moins, la leçon aura été comprise et l'anarchie sur le marché pétrolier a quelque peu régressé depuis l'accord de stabilisation des prix survenu au sein de l'OPEP en décembre 1986. En d'autres termes, même si rien n'entravait plus, matériellement, ses exportations de pétrole, l'Iran ne pourrait se permettre de trop dépasser le quota de production qui lui est assigné, au risque d'annuler l'effet du dépassement par la chute des cours - l'Arabie Saoudite refusant désormais de

28) La majeure partie de ce mouvement, notamment le parti Al-Dawa, luttait contre le régime baassiste "communiste et athée" depuis son instauration en 1968, et avait, en fait, commencé sa lutte réactionnaire depuis le renversement de la monarchie irakienne en 1958. Avant d'être parrainé par Khomeiny, ce mouvement avait été soutenu par... le Chah, lui aussi chiite, bien que non intégriste, contrairement à la majorité sunnite des dirigeants irakiens.

29) Par les accords d'Alger de mars 1975, Saddam Hussein, le couteau sous la gorge, avait fait une importante concession au Chah d'Iran sur le tracé des frontières entre les deux pays, en sus des concessions politiques. En échange, celui-ci lâcha les Kurdes qui subirent de ce fait une grave déroute.

30) Dans ce cadre, Saddam caressait même l'espoir de s'emparer de la province arabe de l'Iran, le Khuzistan (Arabistan), principale région pétrolière de l'empire.

31) C'est dans cette perspective que se situa le fils du défunt Chah, Reza Pahlavi, qui faisait parvenir au chef d'état-major général de l'armée iranienne, dès le 25 septembre 1980, un télégramme, dont nous citons un échantillon : "L'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iran dépassent toute considération dogmatique ou politique. En ce moment crucial pour la vie de notre pays, je souhaiterais pouvoir offrir mon sang pour sauvegarder l'inviolabilité de notre chère patrie."

32) Ajoutons pour compléter l'image du Saddam Hussein, agent des Etats-Unis, propagé par les khomeinistes, que le dictateur irakien avait reçu des mains de Fidel Castro à La Havane, en 1978, les insignes de l'ordre de José Martí !

33) En mai 1985, le prince Saoud El Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, effectuait une visite à Téhéran, première visite officielle d'un représentant saoudien en Iran, depuis 1979. En décembre, son homologue iranien, Velayati, visitait Ryad à son tour.

34) Une revue de l'opposition communiste irakienne, paraissant à Londres, a publié des informations édifiantes à ce sujet (*Al-Ghad*, n°20, mars 1987). C'est l'occasion de rappeler que sur le plan socio-économique - étendue des nationalisations (y compris le commerce dont la liberté est sacro-sainte à Téhéran), réforme agraire, statut des femmes, etc. - le régime irakien est nettement en avance sur celui des mollahs. Les deux se valent sur le plan de la répression, bien que la dictature baassiste soit monolithique, contrairement à la dictature islamique qui se distingue, de surcroît, par une capacité de fanatiser que les baassistes n'ont jamais eue.

35) Ce dernier courant a subi récemment un important revers avec l'abécédation du chef du "Bureau d'aide aux mouvements de libération islamique", Mehdi Hachemi, d'ailleurs responsable de la divulgation des informations sur les tractations entre les Américains et Rafsandjani.

stabiliser ceux-ci par une réduction de sa propre extraction, épongeant les dépassements des autres. Quant à l'Irak, il produit déjà au maximum de sa capacité disponible.

En somme, la cessation du conflit du Golfe ne saurait avoir aujourd'hui l'impact dramatique sur le marché pétrolier qu'elle aurait pu avoir en 1981-85. Et ce d'autant moins que les deux belligérants se dotent de moyens d'exportation à l'abri des actions guerrières : par des oléoducs reliant ses puits à la Méditerranée, via la Turquie, et à la mer Rouge, via l'Arabie Saoudite, l'Irak dispose actuellement d'une capacité d'exportation d'environ 2,5 millions de barils/jour, qui équivaut à son rythme d'exportation d'avant-guerre. Quant à l'Iran, il construit actuellement un oléoduc reliant ses champs au golfe d'Oman, au-delà du détroit d'Ormuz, et projette de transformer en oléoduc son gazoduc relié à Bakou, en URSS, ce qui lui permettrait au total d'exporter son quota disponible, à l'abri des attaques de l'aviation irakienne. En outre, l'Iran - disposant d'une grande marge d'augmentation de sa production (actuellement, près de 40% seulement du rythme d'extraction pratiqué sous le Chah) - peut toujours, comme c'est le cas, assurer ses revenus en exportant plus, à des prix de rabais qui trouvent toujours preneurs, l'entreprise étant gagnante à tous les coups (voir note 4).

"Faut que ça cesse !"

Pour toutes ces raisons, les opérateurs du marché pétrolier mondial n'ont plus de raison de souhaiter que "ça dure", en 1987. A quoi s'ajoute le désintérêt croissant de la majeure partie des marchands de canons, impliqués auparavant dans la vente d'armes aux deux belligérants. Depuis l'Irangate de l'automne 1986, les exportateurs impérialistes d'armement ne jouissent plus du laissez-passer hypocrite de leurs gouvernements, au moins en ce qui concerne les fournitures à l'Iran.

Les trafiquants en profitent, mais ce ne sont pas eux qui déterminent l'attitude des Etats impérialistes. Quant à l'Irak, ses fournisseurs attirés, l'URSS et la France, s'inquiètent de la lourde dette qu'il a accumulée à leur égard et savent que ses capacités d'importation d'armes s'épuisent par saturation en matériel lourd, d'une part, et par réduction de ses disponibilités financières, d'autre part. Cette dernière considération est fondamentale : les monarchies pétrolières arabes, qui ont soutenu l'Irak financièrement ces dernières années, ne sont plus en mesure de continuer à le faire. La situation du marché pétrolier (quotas et chute des cours) fait que leurs revenus pétroliers diminuent en valeur nominale, et encore plus en pouvoir d'achat réel du fait de la baisse continue du dollar en lequel sont effectuées les transactions pétrolières.

Cette réalité commence à peser lourd, y compris sur les promesses de l'après-guerre qui ont tant alléché les puissances industrielles. C'est pourquoi, du point de vue des intérêts économiques impérialistes, il est grand temps d'arrêter la destruction mutuelle de l'Iran et de l'Irak.

Sur le plan des considérations stratégiques et politiques, vues de Washington, le "il faut que la guerre s'arrête maintenant" de Shultz se justifie tout autant. Commençons par l'Iran. Le fiasco principal de l'Irangate, fin 1986, n'était pas le



L'armée, un groupe politique à part entière (DR)

scandale qui a éclaboussé la Maison blanche, mais bien l'effritement des rapports tramés secrètement entre l'administration Reagan et le très influent président du Parlement iranien, l'hodjatoleslam Rafsandjani. La façon dont ce dernier, une fois le pot aux roses découvert, s'est rétracté et s'est lancé dans la surenchère contre le Grand Satan américain, a fortement échaudé les diabolins de Washington, pourtant familiers des feux de l'enfer. Cette mésaventure a montré aux dirigeants américains que le rapport des forces à Téhéran était plus délicat qu'ils ne le croyaient.

En effet, par delà les diverses interprétations, souvent contradictoires, que l'on peut trouver dans la presse mondiale au sujet de la lutte des fractions au sein du régime iranien, il est possible d'identifier grosso modo deux blocs dans le congrégat de clans socio-politiques que constitue actuellement la "République islamique", blocs eux-mêmes très hétérogènes. D'une part, le bloc dont la figure de proue est Rafsandjani et qui regroupe les militaires, les technocrates et autres partisans d'un Etat bureaucratique capitaliste "ordinaire". D'autre part, la nébuleuse intégriste pure et dure qui va de l'extrême-droite réactionnaire du régime, ralliée autour du journal *Ressalat*, s'insurgeant au nom de l'Islam contre toute atteinte à la liberté du commerce et liée au "Conseil central des commerçants de Téhéran", jusqu'à l'extrême-gauche populiste du régime, les intégristes radicaux, "partisans de la ligne de l'Imam", et plaidant la cause des "mostazafines" (les déshérités), mais dont le radicalisme s'exprime principalement au niveau de l'exportation de la révolution islamique (35), avec une implantation importante de ces courants au sein du clergé et de la milice des "pasdarans" (Gardiens de la révolution).

La nébuleuse intégriste défend la spécificité et la continuité des institutions "révolutionnaires", y compris l'adhésion stricte à la loi islamique et le pouvoir clérical, où la prééminence est accordée au "faghih" (théologien qualifié) et au "maktabi" (homme pieux). En ce sens, cette nébuleuse soutient le principe du "Velayat-e faghih" (tutelle du faghih) et donc le successeur, désigné selon cette règle, de l'ayatollah Khomeiny, l'ayatol-

lah Montazeri. Le même principe ne laisse, par contre, aucune chance à Rafsandjani, qui n'est même pas un ayatollah (36), pour détenir l'autorité suprême après la mort de Khomeiny.

De nouveau l'armée

La nébuleuse intégriste, de par son extrême hétérogénéité, n'a aucune perspective sérieuse de gouvernement, sinon celle d'accroître la pagaille actuelle. En tant que bloc opposé à Rafsandjani, elle peut cependant le gêner considérablement, comme elle l'a amplement démontré : les gens du *Ressalat* et les "Emamieh" ont unanimement dénoncé les tractations du président du Parlement avec Washington. Pour qu'une issue favorable aux Etats-Unis se dégage du magma iranien - qu'elle passe par Rafsandjani ou par un coup d'Etat militaire - il faut donc au préalable que le rapport des forces soit modifié à Téhéran : c'est dire que la condition indispensable d'une telle issue est que l'armée iranienne retourne du front.

Bani Sadr, avant Rafsandjani et pour des buts similaires, comptait sur cette éventualité. Début 1981, confiera-t-il, "une négociation (avec l'Irak) était sur le point d'aboutir dans des conditions honorables. Toutefois, redoutant le retour d'une armée redevenue disponible et le renforcement du prestige du chef de l'Etat (Bani Sadr), les religieux du Parti de la révolution islamique, qui lui étaient hostiles, auraient torpillé cette possibilité de paix" (37). Le même scénario semble se répéter, dans le cadre d'un rapport de forces différent, pour Rafsandjani, qui a exploré avec l'administration américaine les conditions d'un règlement du conflit que nous évoquons plus haut (38). En tout état de

36) Hodjatoleslam est un rang inférieur à celui d'ayatollah dans la hiérarchie des théologiens chiites.

37) Paul Balta, dans *Maghreb-Machrek*, numéro 113, juillet-septembre 1986.

38) Extrait d'une interview accordée par Rafsandjani à la télévision iranienne, début septembre 1986 : "Question : Si l'Irak est gouverné par un pouvoir non baassiste, mais américain, quelle serait la position de l'Iran ?

Réponse : Nous combattons le parti Baas irakien et ne sommes pas responsables de qui gouverne l'Irak (...). Si le rôle du parti Baas est terminé, beaucoup de problèmes seront résolus".

cause, Washington est maintenant persuadé de la nécessité de mettre un terme à la guerre, pour permettre à sa filleule, l'ex-armée du Chah, de peser dans la balance politique iranienne.

A ces considérations, s'ajoute un facteur décisif qui a pris de l'ampleur au cours des derniers mois de 1986 et début 1987. Se sentant, à juste titre, l'objet d'une machination américaine révélée par l'Iranga, le régime de Bagdad qui, sous la pression conjointe de l'Arabie Saoudite et des Etats-Unis, avait accepté de faire tomber la tension dans les eaux du Golfe arabo-persique après la flambée de 1984, décida qu'on ne l'y prendrait plus. Dès l'automne 1986, son aviation reprit ses attaques intensives contre l'ensemble des terminaux iraniens, y compris ceux du sud du Golfe (39), provoquant inévitablement - et à dessein ! - les représailles annoncées par l'Iran et qui s'exerceront contre le Koweït.

Le sens de l'intervention impérialiste

En l'absence de trafic maritime à destination directe de l'Irak, et devant la ferme protection aérienne américaine de l'Arabie Saoudite, Téhéran se défoulera sur le petit émirat, transgressant ainsi les deux limites fixées par les puissances impérialistes à la guerre du Golfe : atteinte était portée, d'une part, à la "liberté de navigation" dans le Golfe à destination des non-belligérants, et d'autre part, à la sécurité d'un protégé de l'impérialisme ayant, de surcroît, un grand poids économique. Et pourtant,

Washington ne répondra pas favorablement dans un premier temps, à la requête de protection adressée par le Koweït aux grandes puissances. A la surprise générale, c'est l'URSS qui prendra l'initiative d'y accéder, en mettant à la disposition de l'émirat trois pétroliers arborant pavillon soviétique. Moscou entendait ainsi démontrer aux Etats arabes, en plein Iranga, que l'URSS est pour eux une alliée beaucoup plus fiable que les Américains.

Ceux-ci se trouvent donc contraints, avec très peu d'enthousiasme, à relever le défi et à accepter le principe de l'immatriculation aux Etats-Unis de onze pétroliers koweïtiens. Ils ne passeront à l'action, avec l'envoi d'une imposante flotte militaire de protection des navires arborant pavillon américain, que - paradoxalement - après l'attaque de leur frégate *Stark* par l'aviation irakienne, en mai dernier, attaque qui ne semble pas avoir été fortuite.

L'armada multinationale

S'engageant avec hésitation, l'administration Reagan essaya d'obtenir la participation à l'entreprise de ses alliés européens, qui rechignèrent à leur tour. Toutefois, la réaction de l'Iran transgressant largement, fin juillet - début août, la double limite - en posant des mines dans les eaux internationales du Golfe et en organisant des manifestations de pèlerins à La Mecque (Arabie Saoudite), qui furent réprimées dans le sang - achèvera de convaincre l'ensemble des puissances militaires impérialistes d'envoyer des bâtiments de leurs flottes escorter leurs navires marchands.

Certains, à partir d'une appréhension erronée du conflit Iran-Irak, ont cru voir



Dieu, que la guerre est jolie ! (DR)

dans le déploiement de l'armada impérialiste l'intention d'une intervention dans le conflit en faveur de Bagdad.

Il n'y a pas lieu, en fait, de s'attendre à pareille intervention dans les circonstances actuelles, et de croire que les raisons invoquées par les gouvernements occidentaux pour justifier l'envoi de leurs flottes ne sont que "prétextes". Ces raisons sont amplement suffisantes, du point de vue impérialiste, pour expliquer la constitution de l'armada multinationale.

Il s'agit, en effet, pour Washington et ses alliés d'imposer le respect de la "liberté de navigation" dans le Golfe (40) et de se tenir prêts à intervenir en défense des monarchies pétrolières, si l'Iran venait à attaquer leurs territoires. Même si l'Irak devait vaciller militairement - avec le risque réel d'une victoire décisive de l'Iran que l'impérialisme a toutes les raisons de craindre, ne serait-ce que parce qu'elle déstabiliserait les monarchies pétrolières avoisinantes - il est très improbable que des forces impérialistes interviennent dans les limites territoriales des deux belligérants, avec toutes les implications dangereuses d'une telle intervention, aussi bien par rapport à la réaction qu'elle pourrait susciter de la part des populations de la région, que par rapport à celle de l'URSS.

Si l'Irak perdait..

Pour l'éventualité d'une déroute irakienne, un scénario beaucoup plus réaliste est déjà prêt à passer au stade de la réalisation : l'intervention en Irak de l'armée égyptienne, dont il était d'ailleurs question au récent sommet arabe d'Amman (Jordanie), en novembre.

En fait, Washington déploie actuellement une intense activité pour imposer à l'Iran, par une menace unanime de sanctions des grandes puissances, d'accepter la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Or, l'effort américain se heurte à présent aux attermoissements de Moscou qui réclame, d'une part, le retrait des flottes impérialistes du Golfe et de ses abords et essaye, d'autre part, de marquer à son tour des points en Iran - un Etat qu'à tour de rôle, Washington et Moscou n'ont pas cessé de courtiser depuis 1979.

Toute attitude internationaliste à l'égard de la guerre du Golfe doit combiner aujourd'hui une réponse à son caractère fondamental avec une réaction aux développements conjoncturels. L'attitude fondamentale est, bien entendu, la dénonciation de cette boucherie insensée dont sont victimes les populations de l'Iran et de l'Irak, l'appel au soulèvement des travailleurs des deux pays contre leurs régimes respectifs, l'appel à la fraternisation des soldats contre leurs gouvernants. Il faut se prononcer pour un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel entre les deux belligérants et pour le droit à l'autodétermination des minorités nationales de chacun des deux Etats. Telle est la seule attitude prolétarienne face à une guerre où les travailleurs n'ont rien à gagner et ont leur vie à perdre ! Il faut, aussi, bien sûr, dénoncer le rôle des Etats impérialistes qui ont attisé cyniquement ce long carnage, ainsi que celui des Etats "socialistes" bureaucratiques qui n'ont pas peu contribué au même résultat. Il faut dénoncer les ventes d'armes aux deux belligérants, qui ne font qu'accroître le nombre déjà impressionnant des victimes de la folie meurtrière de Saddam Hussein et de Khomeiny.

Dénoncer l'hypocrisie impérialiste

Face à l'intervention des flottes impérialistes, il faut, bien entendu, exiger le retrait immédiat et inconditionnel des flottes étrangères du Golfe et de ses alentours. Tel doit être, en particulier, l'axe principal de toute campagne dans les pays impérialistes, au sujet de la guerre du Golfe. Il faut dénier énergiquement aux gouvernements de ces pays le droit de s'ériger en "agents de la circulation internationale", dénoncer l'hypocrisie de ceux qui s'indignent du minage iranien des eaux du Golfe, alors qu'ils n'ont jamais protesté contre le minage américain des ports du Nicaragua. Il faut s'opposer à toutes sanctions économiques, dirigées contre les populations de la région. Il faut s'opposer à tout embargo sur les livraisons d'armes à destination de l'Iran seul, et exiger un embargo similaire sur les livraisons d'armes à l'Irak (41). Tels doivent être les thèmes majeurs de l'intervention des internationalistes. ■

1er décembre 1987.

39) Bien entendu, le but général des attaques irakiennes est d'entraver les exportations pétrolières de son ennemi, de manière à trancher ce nerf économique de la guerre iranienne. Voir à ce sujet notre article dans *Inprecor*, numéro 249, 21 septembre 1987.

40) "L'insistance avec laquelle les puissances occidentales s'efforcent de protéger ces voies d'eau stratégiques et d'assurer la perméabilité du Golfe tient peut-être moins à leur crainte d'une pénurie pétrolière qu'à leur désir de maintenir ouvertes les voies d'accès à un marché d'exportation florissant, le seul actuellement dans le Tiers-Monde capable d'absorber 60 milliards de dollars de marchandises par an, dont la moitié provient de la CEE et un tiers des Etats-Unis." Chapour Haghigat, ouvrage cité, p.189.

41) Il faut dénoncer l'hypocrisie qui règne dans un pays comme la France, où la livraison d'obus à l'Iran fait l'objet d'un "scandale", alors que, par ailleurs, les énormes livraisons d'armes en tous genres à l'Irak sont considérées comme tout à fait "normales".

EN BREF...



EL SALVADOR

Trois dirigeants FDR rentrent au Salvador

Le 23 novembre dernier, trois des principaux dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) Guillermo Ungo, Ruben Zamora et Hector Oqueli rentraient au Salvador pour "continuer la lutte politique".

Nous publions ci-dessous le communiqué du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), à ce propos.

1) Le retour des dirigeants du FDR est le produit de la conquête d'espaces politiques ouverts par la lutte de notre peuple tout entier pendant toutes ces années. De même, il reflète le soutien de la communauté internationale à la solution politique négociée à la guerre. Ce fait constitue un apport important du FDR à la recherche du consensus entre toutes les forces politiques et sociales de notre nation.

2) Ce retour s'effectue dans un contexte d'escalade répressive de la part du gouvernement de Duarte et du haut commandement des Forces armées et de la mise à nu de la non-application des accords d'Esquipulas II de la part de Napoleon Duarte.

3) Le FMLN salue l'attitude courageuse des dirigeants du FDR qui renforce la lutte menée quotidiennement par les organisations populaires, partis et institutions démocratiques pour obtenir la justice et la liberté pour notre peuple.

4) Nous lançons un appel au peuple salvadorien, à tous les secteurs, au mouvement populaire et démocratique en général, pour qu'ils accueillent et accompagnent les dirigeants du FDR, les docteurs Ungo, Zamora et Oqueli.

Avec l'escalade de la terreur qui se développe, la présence et la vigilance du peuple est un facteur de sécurité pour ses dirigeants et une expression d'appui aux propositions politiques du FDR.

5) Nous communiquons que dans le cadre de l'accueil fait par tout notre peuple aux dirigeants du FDR, le commandement général du FMLN décrète :

- Trêve nationale à partir de la rentrée des dirigeants du FDR jusqu'au 24 novembre à minuit ;

- Trêve partielle dans le département de San Salvador.

Dans les endroits signalés, nos forces se contenteront de répondre si elles sont attaquées par les forces armées gouvernementales.

Unis pour combattre jusqu'à la victoire finale ;

La révolution ou la mort ;

Joaquin Villalobos - Leonel Gonzalez - Ferman Cienfuegos - Roberto Roca - Shafick Jorge Handal.

El Salvador, 21 novembre 1987

SUEDE

Congrès national de la section suédoise

Le congrès national du Parti socialiste, section suédoise de la Quatrième Internationale, a eu lieu dans la ville de Köping les 21 et 22 novembre 1987.

Une quarantaine de délégués représentant 13 régions, plus les membres du Comité central sortant, des membres de l'organisation, des sympathisants et des invités y ont participé.

Les rapports et les interventions ont reflété l'implantation ouvrière et syndicale de l'organisation dont les militants ont une influence croissante notamment chez Volvo à Göteborg. Ils ont reflété aussi l'intervention importante dans différents mouvements de masses dont celui contre le racisme.

La plupart des débats ont été consacrés à l'orientation à adopter dans la prochaine campagne électorale qui aura lieu au mois de septembre prochain. Deux projets s'opposaient : celui de la direction sortante qui mettait l'accent sur des axes fondamentaux pour une campagne électorale dans le contexte socio-économique actuel, et un deuxième projet qui proposait une approche plus globalement programmatique. De nombreux amendements furent aussi proposés sur des thèmes spécifiques. Finalement le projet de la direction sortante avec des amendements a été adopté à une large majorité.

Le congrès a élu à bulletins secrets un Comité central de 25 membres dont 12 n'étaient pas membres de cette instance auparavant. Huit membres sont des femmes. Le Comité central a élu un Bureau politique de 5 membres, dont 2 femmes.

URSS

Déclaration finale de la rencontre des Clubs indépendants.

Nous avons présenté dans Inprecor numéro 253 du 16 novembre 1987 un reportage exhaustif sur la rencontre des Clubs indépendants qui s'est tenue à Moscou à la fin du mois d'août dernier.

Nous publions ci-dessous le court document adopté par l'ensemble de la réunion.

Nous, représentants d'associations auto-organisées, ayant tenu notre première rencontre-débat, nous avons discuté des problèmes que nous rencontrons dans notre travail et déclarons :

1) Nous soutenons et sommes prêts à prendre une part active au processus de restructuration entreprise par le Parti communiste dans toutes les sphères de notre vie.

2) La réunion a été le début de la coordination des activités des groupes et associations auto-organisées en soutien à la restructuration de la vie publique. Des contacts prometteurs ont été établis et nous avons eu des échanges de vues et d'opinions productifs sur les problèmes vitaux du développement de la société soviétique contemporaine. De plus, nous avons unifié nos positions sur beaucoup de sujets où il y avait désaccords, y compris sur des thèmes touchant des questions idéologiques ou organisationnelles fondamentales.

3) Nous pensons qu'aucun groupe n'a le monopole de la vérité finale et nous considérons comme fructueuses les discussions avec ces groupes dont nous ne partageons pas le point de vue. Nous apportons notre soutien à toutes les initiatives constructives, les projets et les propositions qui peuvent contribuer à faire progresser la restructuration et à renforcer les principes socialistes dans notre pays.

Nous déclarons que nous désirons coopérer avec des organisations non représentées à cette réunion. Les formes spécifiques que prendra cette coopération seront soumises à discussion des participants lors d'une réunion future.

Nous nous opposons à toutes les opinions professant la violence, le chauvinisme, le nationalisme, le racisme, sous toutes les formes... entre les groupes ou les secteurs de notre société, et au renoncement aux principales valeurs du socialisme.

4) Nous pensons que cette réunion a été le premier pas important dans la connaissance mutuelle de nos associations avec les buts et le programme de chacune d'entre elles, ce qui est une garantie d'une coopération ultérieure. Nous pensons qu'il faut poursuivre les échanges de vues et chercher des formes de coopération ac-



ceptables pour la plupart des associations.

La réunion décide de mettre sur pied une association dénommée "l'anneau d'initiative publique" et certains des clubs ont décidé d'établir une fédération des clubs socialistes et de tenir une conférence de fondation en 1988 au plus tard.

Afin de préparer cette conférence qui doit être basée initialement sur les associations auto-organisées - le Club d'initiatives sociales (KSI), "Perestroïka" (Moscou-Léninegrad), le Fonds d'initiative sociale et Obschchina, auxquelles se joindront ultérieurement des représentants d'autres associations, un centre d'information sera formé, ayant pour tâche d'en apprendre plus sur le travail d'autres associations auto-organisées et de convenir d'une conférence de fondation.

5) Nous appelons toutes les organisations publiques à laisser de côté leurs désaccords mineurs et à s'engager activement dans notre important travail de mise en place d'initiatives publiques pour le bien de notre pays.

AFRIQUE DU SUD

Vers une direction féminine ?

Deux femmes syndicalistes ont été arrêtées à la fin du mois d'octobre, quelques jours après la tenue de la conférence du COSATU sur l'éducation.

Nonceba Dube, vice-présidente du forum des femmes de cette confédération syndicale et Lindiwe Mvube, déléguée d'atelier, ont été arrêtées à leur domicile de Soweto trois jours après que cette conférence se soit engagée "à ce que les femmes prennent une part active y compris à la direction" de l'organisation syndicale. La conférence qui s'était tenue à Crown Mines, Johannesburg, pendant tout un week-

end a décidé de "lancer une action concertée pour mobiliser et éduquer les femmes à ce sujet".

Un Comité préparatoire fut tout d'abord élu comme premier pas vers "la promotion d'une direction féminine et l'éducation sur le problème de la discrimination des femmes." Composé de délégués de syndicats affiliés au COSATU, il devra "coordonner une campagne qui sera la base de pas plus décisifs dans l'avenir proche".

Les conseils de délégués d'ateliers doivent eux aussi organiser des forums de femmes pour préparer une conférence des femmes, l'an prochain.

En adoptant, par ailleurs, un projet pour "l'éducation du peuple", le congrès a souligné que "l'éducation doit aider au processus de libération en dénonçant les structures qui exploitent le peuple dans tous les aspects de sa vie - école, travail, maison, etc.

"L'éducation doit être reliée à la production, mais par des voies créatrices et libératrices. Sous le capitalisme, l'éducation est également liée à la production, mais de façon telle à renforcer l'exploitation", est-il écrit dans la déclaration publiée par la conférence.

Dans son rapport d'ouverture, Jay Naidoo, Secrétaire général du COSATU, a critiqué violemment le système officiel d'éducation bantoue, car il est "destiné à enserrer les gens dans des liens idéologiques et à rendre la classe ouvrière esclave du système de travail à bon marché".

Naidoo expliqua que le COSATU rejette l'idée d'éducateurs faisant des cours académiques aux travailleurs : "Le rôle de l'éducation n'est pas de pouvoir faire des interventions politiques hautement élaborées. Il est de faciliter et de coordonner".

Cette conférence est considérée par le COSATU comme un premier pas dans sa politique de décentralisation de son programme éducatif, visant à atteindre le plus grand nombre possible de personnes.

NAMIBIE

Mutinerie de soldats namubiens

Plus de 400 membres du bataillon 101 de la Force territoriale du Sud-Ouest africain (SWATF) se sont mutinés et ont refusé de combattre en Angola aux côtés de Jonas Savimbi, qui mène la guérilla contre le gouvernement du Mouvement populaire de libération (MPLA).

Cette mutinerie est le premier acte significatif de mécontentement parmi les forces sud-africaines et leurs alliés à propos de l'invasion du sud de l'Angola.

Cela s'est produit en même temps que croissait l'inquiétude concernant le nombre de pertes sud-africaines dans ce conflit - 25 conscrits, selon les chiffres officiels - et l'aveu de la part des militaires sud-africains que leur intention est de soutenir l'UNITA dans sa lutte contre le gouvernement du MPLA, décrit comme "téléguiché par les Russes et les Cubains".

Auparavant, les Sud-Africains proclamaient qu'ils envahissaient l'Angola seulement pour contrer la guérilla de la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain). Un soldat, qui déclare avoir démissionné du Bataillon 101, a affirmé récemment que 400 membres des unités de la SWATF "se sont mis en grève" dans deux localités angolaises.

Un journaliste rapportait aussi qu'on donnait aux membres de cette unité des uniformes de l'UNITA avant de les envoyer en Angola.

Le soldat démissionnaire accusa l'armée sud-africaine d'utiliser les membres du Bataillon 101 comme des "mercenaires de l'UNITA", contre leur gré. "Je suis l'un de ceux qui ont démissionné. J'ai été entraîné à Oluno, dans le but de défendre les frontières namubiennes. En août de cette année on nous a transporté à Mavinga, via Caprivi, pour lutter à notre corps défendant aux côtés de l'UNITA".

Il a dit également que d'anciens guérilleros de la SWAPO, devenus membres du Bataillon 101, avaient été capturés par des troupes des Forces armées angolaises (FAPLA) à Mavinga et remis à la SWAPO et que "les FAPLA utilisent des armes sophistiquées alors que nous ne sommes armés que d'armes légères".

Ce soldat a lancé un appel à tous les Namubiens qui souhaitent rejoindre les forces armées sud-africaines : "Aller combattre la SWAPO en Angola est un crime contre notre société. Y aller et se battre contre les FAPLA, dans leur propre pays, c'est combattre contre la volonté de Dieu". Quant à l'agence de presse angolaise (Angop) elle a fait savoir que le président sud-africain PW. Botha "s'est lui-même mis hors-la-loi quand il a traversé illégalement la frontière angolaise, la semaine dernière et s'est rendu dans les régions sud du pays".

(D'après Weekly Mail du 20.11.1987).